



## Assemblée générale

Soixante-quatorzième session

Documents officiels

## Première Commission

24<sup>e</sup> séance plénièreMardi 5 novembre 2019, à 10 heures  
New York

Président : M. Llorentty Solíz. . . . . (Bolivie (État plurinational de))

La séance est ouverte à 10 h 5.

## Points 89 à 105 de l'ordre du jour (suite)

**Décision sur tous les projets de résolution et de décision déposés au titre des points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale**

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va continuer de se prononcer sur tous les projets de résolution et de décision déposés au titre des points de l'ordre du jour dont elle est saisie. Nous suivrons la même procédure que celle que j'ai expliquée vendredi dernier. J'espère que les membres de la Commission ont tous un exemplaire des règles de base qui ont été distribuées pour référence. Si tel n'est pas le cas, je les invite à en demander un exemplaire au secrétariat.

Nous allons commencer par entendre les autres délégations qui ont demandé à prendre la parole pour expliquer leur vote après le vote sur le groupe de questions 2, « Autres armes de destruction massive », tel qu'il figure dans le document non officiel No 1/Rev.3, et celles qui souhaitent intervenir dans l'exercice de leur droit de réponse. Par la suite, la Commission examinera les projets de résolution et de décision relevant du groupe de questions 3, contenus dans le document non officiel No 2/Rev.1, qui a été distribué aux délégations par voie électronique. Des informations sur d'autres demandes de vote qui ont pu être présentées depuis la

publication du document non officiel No 2/Rev.1 seront affichées sur le mur du côté sud de la salle de conférence, à gauche de la tribune.

**M. Jiménez** (Nicaragua) (*parle en espagnol*) : Ma délégation voudrait expliquer son vote après le vote sur le projet de résolution A/C.1/74/L.10, intitulé « Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction ». Malheureusement, notre pays a voté contre ce projet de résolution, bien que nous soyons un État partie à la Convention, que nous ne possédions pas d'armes chimiques et que nous soyons attachés à la mise en œuvre complète, efficace et non discriminatoire de ladite Convention. De même, nous appuyons la destruction de toutes les catégories d'armes chimiques restantes et condamnons leur utilisation par qui que ce soit, quelles qu'en soient les circonstances. Nous rejetons la décision C-SS-4/DEC.3, adoptée à la quatrième session extraordinaire de la Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques, qui s'est tenue le 27 juin 2018. La décision va au-delà des prérogatives accordées au Secrétariat technique de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et tente de modifier le mandat de l'organisation.

Nous rejetons également la politisation d'un projet de résolution qui avait été adopté par consensus l'année dernière. Ce texte contient des éléments discriminatoires à l'égard d'un pays et n'est pas équilibré. Nous espérons

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



qu'à l'avenir, nous pourrions revenir au consensus par le biais de consultations, qui tiennent compte des préoccupations de tous les États parties.

**M. Bravaco** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je voudrais intervenir au titre de l'exercice du droit de réponse de ma délégation suite aux observations qui ont été faites hier par les représentants de la Fédération de Russie et de la Syrie (voir A/C.1/74/PV.23).

En ce qui concerne les observations faites par le représentant de la Russie, nous réitérons que la Russie doit changer de comportement et respecter ses obligations au titre de la Convention sur les armes chimiques. Il y a un an, la Russie a utilisé des armes chimiques dans une tentative effrontée d'assassinat au Royaume-Uni, qui a entraîné la mort d'un citoyen britannique, causé de graves blessures et mis en danger de nombreuses autres personnes. Nous tenons à le répéter pour mémoire. Nous demandons également à la Russie de jouer un rôle plus actif et plus constructif pour dissuader le régime d'Assad d'utiliser des armes chimiques, au lieu de lui faciliter la tâche, et de cesser de soustraire le régime syrien à ses responsabilités.

S'agissant de la Syrie et du régime d'Assad, nous ne pouvons que dire ceci. Ils doivent changer leur comportement systématiquement destructeur contre leur peuple et prendre des mesures concrètes en faveur de la paix et de la stabilité.

**M. Cleobury** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais exercer mon droit de réponse pour réagir aux observations qui ont été faites hier par mon collègue de la Fédération de Russie au sujet de l'incident de Salisbury (voir A/C.1/74/PV.23). Comme notre collègue américain vient de le dire, le 4 mars dernier, un agent neurotoxique du groupe des «Novitchok» a été déployé à Salisbury par le service de renseignement militaire russe, le GRU. À la suite de cet acte, Dawn Sturgess a tragiquement perdu la vie, quatre autres personnes ont frôlé la mort et la vie de nombreuses autres personnes a été mise en danger.

Le Royaume-Uni n'a aucun doute quant à l'identité des auteurs de cette attaque. Comme nous l'avons dit depuis le début, seul l'État russe avait les moyens techniques, l'expérience opérationnelle et les motifs pour mener cette attaque. Il ne s'agissait pas d'une affaire de voyous. Il s'agit d'une attaque qui, très probablement, a été autorisée au plus haut niveau de l'État russe.

L'utilisation de l'agent neurotoxique Novitchok sur le territoire britannique est un acte odieux et répugnant et une violation flagrante de la Convention sur les armes chimiques.

**M. Belousov** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais réagir aux déclarations qui viennent d'être faites. Je tiens à rappeler que plus d'une année et demie s'est écoulée depuis ces incidents survenus au Royaume-Uni, dans le cadre desquels des substances toxiques ont été utilisées. Jusqu'à présent, aucune preuve n'a été présentée concernant l'implication de la Fédération de Russie ou de ses citoyens dans ces incidents. Tout ce que nous entendons, ce sont des déclarations du genre « très probable ». Des déclarations telles que « nous n'avons aucun doute » ne sont pas des preuves. Seuls des faits concrets constituent des éléments de preuve, qui, soit dit en passant, ont été détruits par le Royaume-Uni, et cela empêche que la vérité soit dévoilée sur les événements qui se sont produits l'an dernier à Salisbury et à Amesbury.

En ce qui concerne la déclaration faite par mon collègue des États-Unis, nous demandons aux États-Unis d'arrêter de manipuler les faits, d'exercer des pressions sur l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et de formuler des accusations sans fondement contre la Fédération de Russie et la République arabe syrienne. Ça suffit. On nous demande de renforcer notre coopération avec l'OIAC en vue de résoudre le problème de l'emploi d'armes chimiques en Syrie. Toutefois, les États-Unis eux-mêmes contribuent à faire que ces incidents, tels que ceux qui se sont produits à Douma ne soient pas examinés comme il se doit par l'OIAC, et il ne fait aucun doute que ces incidents ont eu lieu, même s'il existe des preuves et des éléments de preuve convaincants montrant que les incidents qui se sont produits à Douma ont été mis en scène. Malheureusement, nos collègues américains ne veulent ni voir ni entendre parler de ces preuves. Ils se trompent complètement en ce qui concerne l'emploi d'armes chimiques en Syrie et par les autorités syriennes.

**M. Hallak** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier toutes les délégations qui ont voté contre certains paragraphes du projet de résolution A/C.1/74/L.10, intitulé « Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction », ainsi que contre le projet de résolution pris dans son ensemble. Nous remercions également toutes les délégations qui se sont

abstenues dans le vote sur certains paragraphes et sur le projet de résolution pris dans son ensemble. Ils ont ainsi fait passer un message clair, à savoir que ce projet de résolution est politisé et ne reflète pas la situation réelle sur le terrain. En effet, il vise un État spécifique : mon pays, la Syrie.

Il n'est pas surprenant que le représentant du régime américain essaie de détourner notre attention des crimes commis par les administrations américaines successives, en utilisant toutes sortes d'armes de destruction massive, à savoir des armes nucléaires, biologiques et chimiques. Les répercussions de l'emploi d'armes de destruction massive par le régime américain sont toujours visibles au Viet Nam, en Iraq, au Japon et dans d'autres États.

Les États-Unis doivent éliminer leur stock d'armes chimiques et cesser de demander des prorogations de délai pour la mise en œuvre de leurs obligations. Nous sommes certains que l'administration américaine actuelle et les administrations suivantes continueront de demander d'autres prorogations de délai parce qu'elles ne veulent pas éliminer leur stock d'armes chimiques. L'administration américaine doit également cesser de mettre au point des armes biologiques en dehors du territoire américain.

En ce qui concerne les observations qui ont été faites hier par le représentant du régime turc (voir A/C.1/74/PV.23), nous voudrions réaffirmer que le régime turc est l'un des parrains de Daech et du Front el-Nosra, qui sont des organisations terroristes. Il porte la plus grande responsabilité pour tous les incidents liés à l'emploi de substances chimiques toxiques dans mon pays, car il soutient, parraine, approvisionne et forme les terroristes qui sont membres de ces organisations et autorise d'autres États à mener des formations sur le territoire turc pour aider les terroristes à fabriquer des armes de destruction massive, notamment par le mélange d'armes chimiques.

**M. Bravaco** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je vais essayer d'être bref. Il est vraiment étonnant qu'à notre époque, un grand pays évolué comme la Fédération de Russie se livre à des tentatives d'assassinat effrontées sur le territoire de ses voisins. Cette semaine, le 9 novembre, le monde commémorera la chute du mur de Berlin. Peu d'événements géopolitiques survenus au cours de l'histoire sont plus importants que celui-ci. Je me rappelle cette période, et je suis certain que nous sommes nombreux à nous en souvenir. Elle était empreinte d'un optimisme grisant et l'on croyait que,

peut-être, une communauté naîtrait qui s'étendrait de l'Atlantique à l'Oural. Cette communauté regrouperait de nombreuses nations, y compris la Fédération de Russie et toutes les nations qui représentaient l'Europe de l'Est à l'époque, ainsi que l'Europe occidentale, ensemble, en paix avec elles-mêmes, leurs voisins et le monde.

C'était un vain espoir, car malheureusement, telle n'était pas la vision de la Fédération de Russie. Elle se retrouve maintenant dans un enfer géopolitique de sa propre création – une boîte. Elle n'est ni l'Occident ni l'Orient. C'est pourquoi elle se déchaîne à coups de tentatives d'assassinat éhontées telles que celle mentionnée tout à l'heure. Elle n'a nulle part où aller, ni à l'Est ni à l'Ouest, seulement vers le bas. Elle a été contrainte de former un partenariat avec un partenaire plus chevronné à l'est. Il est difficile de se retrouver dans cette situation. Je n'envie certes pas la situation de la Fédération de Russie, mais c'est elle qui en est responsable.

En ce qui concerne le régime d'Assad, lorsque nous pensons aux pertes en vies humaines, notamment du fait des attaques à l'arme chimique perpétrées par le régime syrien, cela défie l'imagination. Toutes ces personnes, toutes ces vies, anéanties comme si elles n'avaient jamais existé ou ne comptaient pas. Eh bien, elles ont existé et elles comptent. Il y aura des comptes à rendre, dans cette vie et, si Dieu le veut, dans la prochaine.

**M. Yakut** (Turquie) (*parle en anglais*) : Je souhaite exercer mon droit de réponse pour réagir aux remarques du représentant du régime syrien.

Nous tenons une fois de plus à souligner que le régime syrien tente de détourner l'attention des crimes qu'il a commis contre son propre peuple innocent. Cependant, ces tentatives de nous distraire sont inutiles; le régime syrien finira par devoir rendre des comptes.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur au titre du groupe de questions 2, « Autres armes de destruction massive ».

La Commission va maintenant passer au document officiel No.2/Rev.1, en commençant par le groupe de questions 3, « Espace extra-atmosphérique (aspects du désarmement) ». Comme les membres le savent, il n'y a pas d'amendements relatifs à ce groupe de questions. J'informe la Commission qu'à la demande des délégations qui ont parrainé le projet de résolution A/C.1/74/L.55/Rev.1, au titre du groupe

de questions 3, la prise d'une décision sur ce projet de résolution a été reportée à un stade ultérieur des travaux de la Commission.

Je vais d'abord donner la parole aux délégations qui souhaitent faire une déclaration d'ordre général ou présenter des projets nouveaux ou révisés au titre du groupe de questions 3, « Espace extra-atmosphérique (aspects du désarmement) ». La durée des déclarations est limitée à cinq minutes.

Je donne la parole à l'observatrice de l'Union européenne.

**M<sup>me</sup> Vlădulescu** (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des États membres de l'Union européenne (UE).

L'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, l'Islande, la Macédoine du Nord, la Norvège et la République de Moldova s'associent à cette déclaration.

Je prends la parole pour réitérer nos positions sur ce groupe de questions, en particulier sur le projet de résolution A/C.1/74/L.58/Rev.1, intitulé « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace », et le projet de résolution A/C.1/74/L.59, intitulé « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier ». Nous ne pouvons pas appuyer les projets de résolution A/C.1/74/L.58/Rev.1 et A/C.1/74/L.59.

L'Union européenne et ses États membres promeuvent depuis longtemps la préservation de la sûreté et de la sécurité de l'environnement spatial ainsi que les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de façon équitable et mutuellement acceptable. Le renforcement de la sûreté, de la sécurité et de la viabilité à long terme des activités spatiales est une priorité essentielle à nos yeux et relève de notre intérêt commun.

Nous estimons qu'il est important de mettre au point des initiatives qui renforceront la confiance mutuelle entre les acteurs spatiaux actuels et futurs. À cet égard, nous tenons à souligner l'importance des mesures de transparence et de confiance, qui peuvent contribuer à la sécurité, à la sûreté et à la viabilité des activités spatiales. C'est la raison pour laquelle il y a quelques années, l'UE a proposé un code de conduite international pour les activités spatiales. Nous préconisons de renforcer la coopération internationale afin de définir des principes consensuels relatifs au comportement responsable dans l'espace extra-atmosphérique et nous

soulignons la nécessité de promouvoir un comportement responsable dans l'espace, notamment dans le cadre de l'ONU.

L'UE et ses États membres restent attachés à la prévention d'une course aux armements dans l'espace. En conséquence, tous les États membres de l'UE voteront pour le projet de résolution A/C.1/74/L.3, intitulé « Prévention d'une course aux armements dans l'espace ».

S'agissant du projet de résolution A/C.1/74/L.59, intitulé « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier », nous sommes préoccupés par le fait que cette initiative spécifique ne répond pas de manière adéquate à la nécessité de renforcer la confiance entre les États et qu'elle pourrait, au contraire, accroître le risque de conflit dans l'espace. L'initiative du non-déploiement en premier ne règle pas la question difficile de la définition de ce qu'est une arme dans l'espace, ce qui pourrait mener un État à déterminer par erreur qu'un autre État a déployé des armes dans l'espace. En l'absence d'une définition commune de ce qui constitue une arme dans l'espace, un État pourrait déployer par inadvertance un objet dans l'espace qu'un autre État considérerait comme une arme.

Nous restons préoccupés par la poursuite de la mise au point de toutes les armes et capacités antisatellites, y compris celles basées sur terre, et soulignons la nécessité de réagir rapidement à cette évolution dans le cadre des efforts internationaux de prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Plutôt que de prendre l'engagement de s'abstenir de déployer des armes en premier, l'Union européenne et ses États membres estiment qu'il serait plus utile de se pencher sur notre comportement dans l'espace et sur les utilisations que nous en faisons afin d'encourager des discussions et des initiatives constructives sur la manière d'empêcher l'espace de devenir le théâtre d'un conflit et d'assurer la viabilité à long terme de l'environnement spatial.

**M. Hassan** (Égypte) (*parle en anglais*) : Il est regrettable que les cinq propositions au titre de ce groupe des questions soient mises aux voix, y compris une tentative véritable et équilibrée, parrainée par 40 États et publiée sous la cote A/C.1/74/L.3, de combler les lacunes et de contrer les menaces qui sont pleinement reconnues par tous les États. Cette situation indique clairement que certains États ont l'intention de transformer l'espace en un autre théâtre de conflits



militaires et d'y mener une course aux armements qui pourrait avoir des conséquences catastrophiques.

Compte tenu de la fragilité et de l'instabilité de l'environnement spatial, nous estimons qu'il est plus important que jamais que l'ONU exprime clairement sa détermination à lutter contre les menaces alarmantes à la sécurité d'un domaine stratégique qui a un impact stratégique sur presque tous les aspects de la vie.

Nous regrettons également les appels à organiser des votes séparés sur des alinéas de préambules, notamment le quatrième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/74/L.58 et le cinquième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/74/L.59, qui contiennent des termes génériques utilisés depuis des années dans de multiples résolutions, traités et rapports de l'ONU, illustrant un espoir commun de la communauté internationale.

Nous espérons être tous en mesure de dépasser ces politiques étroites de salle de conférence afin que les propositions pertinentes puissent être adoptées par consensus durant les futures sessions de la Commission, et ce afin de préserver la sécurité internationale et la sécurité des générations futures en prévenant une course aux armements dans l'espace.

**M. Belousov** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La prévention d'une course aux armements dans l'espace est devenue une priorité essentielle au maintien de la paix internationale, au renforcement de la sécurité mondiale et à la stabilité stratégique. La communauté internationale a encore la possibilité de prendre des mesures politiques et diplomatiques préventives pour protéger l'espace contre le déploiement d'armes. Jusqu'à présent, les plans élaborés par certains États pour déployer des systèmes de combat en orbite terrestre basse n'en sont pas encore au stade final.

Toutefois, si ces plans venaient à se concrétiser, nous serions confrontés à une menace d'une toute autre nature dans un avenir prévisible. L'époque où nous nourrissions des préoccupations légitimes concernant le déploiement éventuel d'armes dans l'espace extra-atmosphérique serait révolue. Nous serions amenés à nous pencher sur les questions de savoir quand, comment et quels objets seraient les cibles de frappes destructrices menées par le biais de systèmes d'armes déployés dans l'espace. Nous nous retrouverions tous otages des pays qui, contrairement à l'opinion de la grande majorité des États Membres de l'ONU, ont décidé d'acquérir un avantage dans l'espace en y déployant des capacités

militaires. Il est évident que ces capacités seraient utilisées non seulement contre les objets spatiaux, mais aussi contre tout autre objet d'infrastructure vitale à la surface de la Terre.

Au lieu de promouvoir des efforts communs pour prévenir une course aux armements dans l'espace et le déploiement d'armes dans l'espace, les États-Unis tentent d'imposer leurs règles et l'idée de leur domination dans l'espace. Pour mener à bien ses plans ambitieux, Washington n'exclut le recours à aucun moyen, y compris la force directe et la destruction d'objets spatiaux d'autres États en orbite, sous des prétextes commodes, comme la lutte contre les débris spatiaux. Il est clair qu'aucun État souverain ne serait d'accord avec cette vision de la sécurité spatiale avancée par les États-Unis.

La Russie, en étroite coopération avec d'autres États, fait de réels efforts pour éviter le scénario le plus sombre, qui verrait l'espace pacifique devenir le théâtre d'affrontements armés. Comme tous les autres États responsables, nous sommes convaincus que nous ne pouvons prévenir une course aux armements dans l'espace et, partant, garantir qu'il reste exempt de tout type d'armes, qu'en élaborant et en adoptant un accord multilatéral juridiquement contraignant. Le projet d'un tel accord, préparé par la Russie et la Chine, est examiné par la Conférence du désarmement depuis plus de 10 ans maintenant.

Des mesures de transparence et de confiance, approuvées par la communauté internationale, pourraient être des compléments importants à un instrument juridiquement contraignant. Elles pourraient être appliquées de manière indépendante ou intégrées dans les dispositions pertinentes d'accords juridiquement contraignants. Deux conditions essentielles doivent être réunies. Les mesures de transparence et de confiance mises en œuvre dans l'espace doivent véritablement contribuer à l'objectif de prévention d'une course aux armements dans l'espace et elles doivent être approuvées par tous les acteurs spatiaux. Dans le même temps, nous sommes convaincus que les mesures de transparence et de confiance ne peuvent remplacer un instrument juridiquement contraignant qui contient des garanties fiables contre la militarisation de l'espace à proximité de la Terre. La seule mesure pratique possible pour prévenir une course aux armements dans l'espace reste une initiative ou un engagement politique à ne pas déployer d'armes dans l'espace en premier.

Chaque année, un nombre croissant d'États font preuve du plus haut niveau de responsabilité et, à titre national, s'engagent à ne pas être les premiers à déployer d'armes dans l'espace. Lorsque toutes les nations spatiales l'auront fait, nous disposerons d'un engagement politique mondial pour que personne ne déploie jamais d'armes dans l'espace. Les projets de résolution déposés par la Russie et les pays animés du même esprit reflètent des approches de la prévention d'une course aux armements dans l'espace qui sont partagées par la grande majorité des États Membres de l'ONU. Nos documents sont rédigés de manière équilibrée, ne contiennent aucun élément de confrontation et visent à créer l'unité, à appuyer la paix internationale et à renforcer la sécurité mondiale. Ils ont été élaborés en faisant fond sur la traditionnelle résolution relative à la prévention d'une course aux armements dans l'espace et doivent être considérés en relation avec celle-ci.

**M<sup>me</sup> Sánchez Rodríguez** (Cuba) (*parle en espagnol*) : La menace d'une course aux armements dans l'espace et la poursuite du développement et de la modernisation des armes spatiales sont en contradiction avec la réalisation des aspirations des peuples, en particulier ceux des pays les plus petits, en ce qui concerne l'utilisation du potentiel des technologies spatiales en vue de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cuba appuie le droit légitime de tous les États à bénéficier d'un accès égal à l'espace, sans discrimination. Il est particulièrement préoccupant que les technologies spatiales soient utilisées au détriment de la sécurité des pays, notamment le vaste réseau de satellites de reconnaissance qui, en plus d'être incompatible avec la paix et le développement, continue de saturer l'orbite géostationnaire avec des quantités importantes de débris spatiaux. Il est également alarmant que l'espace soit devenu un nouveau terrain de guerre et que les forces armées des États-Unis se soient dotées d'une force spatiale.

Nous devons empêcher à temps la militarisation de l'espace. Il nous faut renforcer le régime juridique existant pour prévenir une course aux armements dans l'espace. C'est pourquoi Cuba appuie l'adoption d'un traité juridiquement contraignant pour la prévention et l'interdiction du déploiement d'armes dans l'espace et déplore qu'un État ait bloqué le consensus lors de l'adoption du rapport final du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier de nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace, établi par l'Assemblée générale afin de

présenter des recommandations sur les éléments de fond d'un instrument juridiquement contraignant pour la prévention et l'interdiction d'une course aux armements dans l'espace.

C'est pour ces raisons que la délégation cubaine parraine et appuie les projets de résolution A/C.1/74/L.3, intitulé « Prévention d'une course aux armements dans l'espace »; A/C.1/74/L.58/Rev.1, intitulé « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace »; A/C.1/74/L.59, intitulé « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier »; et A/C.1/74/L.60, intitulé « Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales ». Nous appelons les États Membres à voter pour ces projets de résolution, pris dans leur ensemble, et pour les paragraphes sur lesquels nous sommes appelés à nous prononcer séparément.

**M. Rodrigo** (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter le document A/C.1/74/L.3, intitulé « Prévention d'une course aux armements dans l'espace », au titre de ce groupe, au nom de l'Égypte, de Sri Lanka et d'une quarantaine de coauteurs.

Il est de l'intérêt général de l'humanité tout entière d'explorer et d'utiliser l'espace à des fins pacifiques. L'espace extra-atmosphérique fait partie du patrimoine commun de l'humanité. Nous devons tous, quel que soit notre niveau de développement économique et scientifique, avoir une chance égale de l'explorer pour notre bien à tous. Nous soulignons que l'espace extra-atmosphérique fait partie de l'indivis mondial. Nous avons tous la responsabilité commune de veiller à ce qu'il soit exempt de conflits, et de prévenir sa militarisation et son armement.

C'est pour ces raisons que le projet de résolution est adopté chaque année depuis 1982 – soit près de 40 ans – appelant à un instrument multilatéral sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace à la Conférence du désarmement. Nous espérons que le projet de résolution de cette année comblera les lacunes et fournira un terrain d'entente pour permettre la réalisation de nouveaux progrès. Nous nourrissons l'espoir que ce projet de résolution important continuera de recueillir l'appui de la Commission.

**M. Bravaco** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Avant que nous ne passions au vote sur les projets de résolution relatifs à l'espace, je voudrais réitérer certaines des remarques faites par ma délégation sur la question au cours de la présente session.

Tout d'abord, les États-Unis estiment qu'il y a un intérêt commun à maintenir la paix et la sécurité dans l'espace au bénéfice de tous, mais nous reconnaissons également qu'il existe des points de vue différents sur la manière d'y parvenir. Il subsiste également des différences importantes sur des questions fondamentales, telles que la définition de ce qu'est ou n'est pas une arme dans l'espace. Je tiens à préciser que les États-Unis soutiennent pleinement le droit international existant dans ce domaine, en particulier le Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, et la Charte des Nations Unies, qui continuent de constituer un cadre essentiel de principes visant à garantir que tous les pays puissent bénéficier de l'espace extra-atmosphérique. Nous ne cherchons pas à modifier ces documents de base.

En revanche, l'espace est de plus en plus encombré et contesté. Nous pensons que le meilleur moyen de faire face aux risques complexes auxquels les objets spatiaux sont confrontés est d'élaborer des normes non juridiquement contraignantes, ainsi que des mesures de transparence et de confiance, notamment en améliorant la communication, en améliorant la connaissance de l'environnement spatial et en parvenant à un accord sur certains comportements de base sur le plan opérationnel. Pour ce faire, nous voulons faire avancer la promotion de mesures multilatérales de transparence et de confiance, qui font fond sur le rapport de 2013 du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales (A/68/189) et qui sont complémentaires au régime juridique existant, en vue de réduire les risques auxquels sont exposés les engins spatiaux. À cette fin, nous avons voulu inclure de nouvelles idées dans le projet de résolution sur les mesures de transparence et de confiance, qui est présenté chaque année à la Première Commission depuis un certain temps.

Malheureusement, nous n'avons pas pu parvenir à un accord sur une proposition unifiée. Comment faire pour présenter de nouvelles idées sur ces questions à la Commission? C'est pour cette raison que nous avons été obligés de présenter notre propre projet de résolution intitulé « Faire progresser les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales », publié sous la cote A/C.1/74/L.55/Rev.1.

Nous avons tenu des consultations approfondies sur notre texte avec de nombreuses délégations, en particulier

l'auteur principal du document A/C.1/74/L.58/Rev.1, pour essayer de trouver un compromis mutuellement acceptable sur une résolution unifiée portant sur les mesures de transparence et de confiance. Malgré tous nos efforts, nos appels à un compromis ont été rejetés par l'auteur principal du document A/C.1/74/L.58/Rev.1.

Après un examen approfondi, et pour corriger ce qui a été indiqué par le Secrétariat au début de notre session, nous avons décidé de retirer le projet de résolution A/C.1/74/L.55/Rev.1, afin de poursuivre les consultations sur ce texte et d'examiner la suite à donner lors d'une prochaine session de la Commission. Nous tenons également à remercier vivement les auteurs de notre projet de résolution, qui est également leur projet de résolution. Nous nous réjouissons à la perspective de travailler avec eux et avec toutes les autres délégations pour, nous l'espérons, parvenir à un compromis et à un consensus nous permettant d'aller de l'avant en ce qui concerne les mesures de transparence et de confiance.

**M<sup>me</sup> Zuo Rui** (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise voudrait préciser sa position sur les projets de résolution A/C.1/74/L.58/Rev.1, intitulé « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace » et A/C.1/74/L.59, intitulé « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier ».

L'espace extra-atmosphérique est le patrimoine commun de l'ensemble de l'humanité. En raison du développement de l'espace extra-atmosphérique, des progrès de la science et de la technologie spatiales et de leurs applications généralisées, les relations entre l'espace extra-atmosphérique et une communauté d'avenir partagé pour l'humanité vont concerner de plus en plus les intérêts communs de tous les pays.

Le quatrième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/74/L.58/Rev.1 et le cinquième alinéa du préambule du projet A/C.1/74/L.59 décrivent l'espace de manière précise et appropriée en évoquant un avenir commun pour l'humanité, qui reflète l'idée centrale de ces deux projets de résolution. Cela est conforme à l'esprit de la résolution sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, adoptée par l'ONU pendant plus de 40 années consécutives. Ces alinéas vont également dans le sens de l'objectif d'assurer notre avenir commun, tel qu'il est énoncé dans le Programme de désarmement du Secrétaire général.

Ces deux alinéas reprennent le libellé des résolutions précédentes et font partie intégrante de ces

deux projets de résolution. Certains pays ont proposé, pour la toute première fois, de procéder à un vote séparé sur ces alinéas - une démarche visant à saper les projets de résolution dans leur ensemble, en vue de créer des divisions internationales. Nous déplorons cette approche, qui n'est pas constructive. Nous demandons à tous les pays qui ont appuyé les deux projets de résolution par le passé de continuer à voter pour ces textes pris dans leur ensemble et pour le maintien du libellé du quatrième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/74/L.58/Rev.1 et du cinquième alinéa du préambule du projet A/C.1/74/L.59. Nous les invitons à voter pour ces deux alinéas.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Avant que la Commission ne se prononce sur les projets de résolution et de décision relevant du groupe de questions 3, nous allons entendre les délégations qui souhaitent expliquer leur vote ou leur position sur ces textes.

**M. Bravaco** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour expliquer notre vote avant le vote sur les projets de résolution A/C.1/74/L.3, intitulé « Prévention d'une course aux armements dans l'espace » et A/C.1/74/L.60, intitulé « Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales ».

Même si la délégation des États-Unis compte voter contre ces projets de résolution, notre vote ne change rien à notre appui de longue date aux mesures volontaires de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales. La stratégie spatiale nationale des États-Unis vise à promouvoir un environnement international favorable grâce à des engagements bilatéraux et multilatéraux.

Dans le cadre de ces efforts visant à renforcer la stabilité dans l'espace, les États-Unis continueront à appliquer des mesures bilatérales et multilatérales de transparence et de confiance pour encourager des actions responsables dans l'espace et son utilisation pacifique. Nous avons indiqué à plusieurs reprises, dans cette enceinte et dans d'autres, que des mesures de transparence et de confiance claires, applicables et vérifiables, mises en œuvre à titre volontaire, peuvent renforcer la sécurité, la stabilité et la viabilité des activités spatiales dans l'intérêt de tous les pays.

Tout particulièrement, les États-Unis continuent de souligner l'importance du rapport adopté en 2013 par consensus par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives

aux activités spatiales (A/68/189). Nous encourageons tous les pays à continuer d'examiner et de mettre en œuvre, à titre volontaire, dans toute la mesure possible et compte tenu de leurs intérêts nationaux, les mesures de transparence et de confiance proposées dans ce rapport de 2013, dans le cadre de mécanismes nationaux adaptés.

Les États-Unis encouragent également les États Membres à tirer parti d'instances telles que la Conférence du désarmement, la Commission du désarmement et le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (COPUOS) pour réaliser de réels progrès en matière de mesures de transparence et de confiance. En particulier, nous appelons tous les pays qui mènent des activités spatiales à commencer à mettre concrètement en œuvre les 21 lignes directrices aux fins de la viabilité à long terme des activités spatiales, adoptées en juin 2018 par le COPUOS. Toutefois, nous n'appuyons pas les lignes directrices volontaires pour une utilisation sûre et responsable de l'espace et les autres mesures de transparence et de confiance quand on établit un lien entre ces efforts et des propositions visant à imposer des contraintes et des limites juridiquement contraignantes en matière de maîtrise d'armements dans l'espace.

Les États-Unis voteront contre les deux projets de résolution car ils estiment qu'ils établissent un lien inacceptable entre des propositions en faveur de mesures volontaires et pragmatiques de transparence et de confiance et l'ouverture de négociations futiles sur des propositions de maîtrise d'armements qui présentent des déficiences fondamentales. Nous voudrions appeler en particulier l'attention sur les références que fait le projet de résolution au projet de traité présenté par la Russie et la Chine, notamment à la Conférence du désarmement en 2014, auquel les États-Unis s'opposent. Notre dernière critique de leur traité de maîtrise d'armements dans l'espace - le projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux - figure dans le document CD/2129 de la Conférence du désarmement, publié en 2018.

Les États-Unis préféreraient que l'espace continue d'être exempt de tout conflit. Toutefois, comme l'a récemment fait remarquer le Vice-Président Mike Pence, la Chine et la Russie ont mis au point et déployé de manière agressive des technologies qui ont transformé l'espace en un domaine de combat. En conséquence, les efforts creux et hypocrites tels que le projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de



la force contre des objets spatiaux, qui ne peuvent être confirmés ou vérifiés par la communauté internationale, ne sont pas adaptés. Malgré cette déception, les États-Unis continueront d'appuyer l'application pratique des mesures de transparence et de confiance dans l'espace par les États Membres et les entités et organismes compétents du système des Nations Unies. Nous continuerons également de jouer un rôle directeur dans le débat de fond sur les mesures de transparence et de confiance dans l'espace à la Conférence du désarmement, à la Commission du désarmement et au sein du COPUOS.

S'agissant de l'adoption de nouvelles mesures pratiques pour la prévention d'une course aux armements dans l'espace, je souhaite donner l'explication de vote suivante avant le vote. Les États-Unis regrettent sincèrement que la Commission passe du temps à débattre du paragraphe 3 du projet de résolution A/C.1/74/L.3. Nous ne réglerons pas les problèmes qui se posent dans l'environnement spatial en privilégiant l'avis professionnel d'un seul expert du Groupe d'experts gouvernementaux. C'est une démarche inédite. Nous ne pouvons pas non plus appuyer la formulation du quatrième alinéa du préambule, qui ne contient pas de définition arrêtée par le système des Nations Unies. Au lieu de cette formulation problématique, nous avons appuyé les appels d'autres États à utiliser le libellé bien connu du Traité sur l'espace extra-atmosphérique.

Les États-Unis comptent voter contre le projet de résolution. Nous nous opposons depuis longtemps à la négociation d'un accord juridiquement contraignant basé sur le projet de traité russo-chinois relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux à la Conférence du désarmement du fait des préoccupations fondamentales que nous inspire le projet de traité. Ces préoccupations sont les suivantes. Le projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux n'interdirait pas concrètement les menaces croissantes posées actuellement aux systèmes spatiaux, notamment les armes antisatellites au sol et en orbite. Comme ma délégation l'a fait remarquer à la Commission, les auteurs du projet de traité mettent au point des capacités visant à attaquer des satellites dans l'espace, soit précisément ce qu'ils prétendent interdire. Le projet de traité n'établit pas non plus de définition quant à ce qui constitue une arme dans l'espace, compte tenu du fait que de nombreuses technologies spatiales peuvent faire l'objet d'un double emploi. En outre, le

projet de traité ne règle pas les problèmes liés à la mise en place d'un régime de vérification efficace.

Les États-Unis ont participé de manière constructive aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier de nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace afin d'écarter le débat sur la sécurité spatiale du projet de traité profondément vicié relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux et de le réorienter vers une démarche plus pratique et productive permettant de renforcer la sécurité spatiale. Nous saluons l'approche professionnelle adoptée par l'Ambassadeur De Aguiar Patriota, du Brésil, Président du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier de nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace, et nous apprécions les efforts qu'il a déployés pour procéder à une évaluation équilibrée de toutes les options en vue de renforcer la sécurité et la stabilité dans l'espace extra-atmosphérique. Les États-Unis préféreraient que le domaine spatial reste exempt de conflits. Comme l'a noté le Vice-Président Mike Pence, et comme je l'ai mentionné auparavant, la Chine comme la Russie développent et déploient agressivement des technologies qui ont transformé l'espace en un champ de bataille. Les États-Unis se réjouissent de continuer à collaborer de manière constructive et pragmatique avec les autres États Membres de l'ONU afin de renforcer la sûreté, la stabilité, la sécurité et la viabilité des activités spatiales.

**M. Hwang (France) :** Je souhaite procéder à une explication de vote au nom du Royaume-Uni, des États-Unis et de mon propre pays, la France, au sujet du projet de résolution A/C.1/74/L.59, intitulé « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier ». Nous allons voter contre et encourageons fortement toutes les délégations à faire de même.

Les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et la France sont disposés à continuer de collaborer de manière constructive et pragmatique avec les autres États Membres de l'ONU afin de renforcer la sécurité, la stabilité, la sûreté et la viabilité des activités spatiales. La sécurité et la sûreté de l'espace extra-atmosphérique sont menacées, et toutes les nations doivent progresser vers le développement de mesures efficaces de transparence et de renforcement de la confiance. Nos experts nationaux ont activement contribué aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux chargé

d'étudier de nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace. Nous encourageons également tous les pays à tirer parti d'enceintes comme la Commission du désarmement et le Comité des Nations Unies des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (COPUOS) pour faire de réels progrès en matière de mesures de transparence et de renforcement de la confiance, y compris la mise en œuvre concrète des 21 lignes directrices agréées par le COPUOS concernant la viabilité à long terme des activités spatiales.

Cependant, nous pensons que le projet de résolution sur le non-déploiement en premier de la Russie soulève un certain nombre de problèmes importants et que le développement en cours d'armes et de capacités antisatellites, y compris basées sur Terre, est en décalage avec une certaine rhétorique diplomatique. Premièrement, l'initiative sur le non-déploiement en premier ne définit pas de manière adéquate ce qui constitue une arme dans l'espace. Dans l'espace, tout objet doté de capacités de manœuvre peut, en théorie, être utilisé à des fins offensives. Sans une compréhension commune de ce que nous entendons par une arme spatiale, ce projet de résolution augmenterait la méfiance ou le malentendu à l'égard des activités et des intentions des États.

Deuxièmement, il y a des limites à ce qui peut être vérifié une fois un véhicule lancé, et l'initiative sur le non-déploiement en premier ne contient aucune disposition qui permettrait de confirmer efficacement l'engagement politique d'un État de ne pas être le premier à déployer des armes dans l'espace extra-atmosphérique.

Troisièmement, nous ne pouvons pas soutenir la référence à l'idée de « volonté collective de bâtir pour l'humanité un avenir commun ». Cette phrase a été insérée par la Chine pour promouvoir sa propre vision du multilatéralisme et de la géopolitique mondiale sur le système international. Aucun d'entre nous ne devrait soutenir l'incorporation de langage à visée nationale dans des documents multilatéraux.

Enfin, les systèmes dans l'espace peuvent également être endommagés depuis le sol. Ce projet de résolution n'aborde pas la menace à court terme des autres types d'armes antisatellites, par exemple les lasers ou les systèmes lancés depuis le sol. Ces armes constituent une menace sérieuse pour l'environnement spatial, y compris en créant, pour des centaines d'années, de nombreux débris durables en orbite, comme c'est

le cas par exemple pour le test d'armes antisatellites de 2007.

Tous les États doivent prendre des mesures concrètes pour renforcer la sécurité, la stabilité et la viabilité de l'espace. Le projet de résolution sur le non-déploiement en premier n'est pas le bon mécanisme pour atteindre ces objectifs. Nous devrions plutôt chercher à réduire les risques d'opérations dans l'espace afin de créer les conditions pour un environnement spatial sûr, stable et viable sur le plan opérationnel. Nos nations soutiennent le développement de mesures de transparence et de confiance qui prennent en compte les moyens de mieux communiquer, d'expliquer nos intentions et d'afficher les bons comportements. Ces mesures doivent être claires, pratiques et vérifiables. Par conséquent, il serait important de clarifier ce qui constitue des comportements acceptables ou inacceptables ainsi que de prendre en compte les menaces spatiales et basées sur Terre dans nos opérations spatiales. Il existe de réelles menaces pour l'espace extra-atmosphérique, mais l'initiative sur le non-déploiement en premier n'est pas la solution.

**M. Belousov** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La Fédération de Russie salue la décision de ses collègues des États-Unis de retirer le projet de résolution A/C.1/74/L.55/Rev.1, ainsi que leur volonté de continuer à rechercher un compromis sur la question des mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales. Ces dernières années, c'est peut-être la première mesure constructive prise par les États-Unis en ce qui concerne les activités de la Première Commission.

Pour terminer, je tiens à souligner que dans le cadre du dispositif des Nations Unies pour le désarmement, notamment la Première Commission de l'Assemblée générale, les mesures de transparence et de confiance dans l'espace extra-atmosphérique doivent être envisagées exclusivement dans la mesure où elles contribuent à la prévention d'une course aux armements dans l'espace et à faire en sorte que l'espace reste exempt d'armes de quelque type que ce soit.

**M. Robatjazi** (Iran) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour expliquer la position et le vote de ma délégation concernant le projet de résolution A/C.1/74/L.60, intitulé « Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales ».

Veiller à ce que l'espace soit préservé pour l'exploration et l'utilisation pacifiques et prévenir une

course aux armements dans l'espace sont deux objectifs fondamentaux et de longue date de la communauté internationale. L'Iran considère les mesures de transparence et de confiance comme un moyen de contribuer à la réalisation de ces objectifs, en particulier la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Il ne fait aucun doute que les mesures de transparence et de confiance ne peuvent se substituer à un instrument juridiquement contraignant pour la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Le projet de résolution A/C.1/74/L.60 affirme l'importance de la prévention d'une course aux armements dans l'espace et place les mesures de transparence et de confiance dans le bon contexte, à savoir en tant que moyen pour renforcer l'objectif de prévention d'une course aux armements dans l'espace. En outre, depuis de nombreuses années, le projet de résolution A/C.1/74/L.60 sert de point de convergence pour la communauté internationale sur l'application des mesures de transparence et de confiance dans l'espace. Il a permis d'harmoniser les points de vue et a contribué à l'élaboration d'un consensus international sur les mesures de transparence et de confiance relatives à l'espace. Il est essentiel de renforcer la coopération et la confiance si nous voulons préserver l'espace à des fins pacifiques et faire profiter tous les États des avantages de la technologie spatiale. C'est pour ces raisons que l'Iran votera pour le projet de résolution A/C.1/74/L.60.

**Mme Rodríguez Martínez** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Pour le Venezuela, l'espace extra-atmosphérique fait partie du patrimoine commun de l'humanité. C'est pourquoi les efforts de la Première Commission pour éviter qu'elle ne devienne le théâtre d'un affrontement ou d'une course aux armements sont essentiels. En conséquence, ma délégation s'est portée coauteur des projets de résolution A/C.1/74/L.3, intitulé « Prévention d'une course aux armements dans l'espace », A/C.1/74/L.58/Rev.1, intitulé « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace », A/C.1/74/L.59, intitulé « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier » et A/C.1/74/L.60, intitulé « Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales », et votera pour chacun d'entre eux. Tous ces projets de résolution contribuent de manière équilibrée et constructive à la réalisation de l'objectif global de prévention d'une course aux armements dans l'espace, en cherchant à prendre des mesures concrètes et pratiques à cette fin, en proposant des options viables et nécessaires et en tenant compte des préoccupations

nourries par la majorité des membres de la communauté internationale à ce sujet, dans l'optique de garantir un espace pacifique et digne pour la coexistence et le développement commun de l'humanité.

À cet égard, le Venezuela déplore les tendances destructrices de certains pays qui, au lieu de proposer des solutions viables à cette préoccupation majeure, fondent leurs actions sur la division et l'érosion des progrès engrangés en la matière, émettant unilatéralement des proclamations et des déclarations militaristes et bellicistes dans ce domaine. Ma délégation rejette à ce titre la tendance croissante à mettre aux voix des projets de résolution et des paragraphes qui devraient être adoptés par consensus, puisqu'ils sont conformes dans leur libellé aux déclarations de principe approuvées il y a de nombreuses années dans ce domaine. Ce type de comportement ne vise pas un État ou un groupe d'États; il se fait au détriment des travaux de la Première Commission, dans son ensemble, et de la sécurité des générations futures.

**M. Khan** (Pakistan) (*parle en anglais*) : Voici l'explication de vote du Pakistan sur le projet de résolution A/C.1/74/L.58/Rev.1, intitulé « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace », et sur le projet de résolution A/C.1/74/L.59, intitulé « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier ».

Tout en appuyant ces deux importants projets de résolution, pris dans leur ensemble, ma délégation votera également pour le quatrième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/74/L.58/Rev.1 et le cinquième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/74/L.59, qui contiennent des références à l'objectif de bâtir pour l'humanité un avenir commun. Ce noble objectif est valide dans toutes les sphères des relations internationales, notamment si l'on veut parvenir à un ordre mondial juste et stable. Dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique, il revêt une pertinence accrue, car le Traité sur l'espace extra-atmosphérique, de 1967, reconnaissait déjà que l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, devaient se faire pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays, quel que soit stade de leur développement économique ou scientifique, et étaient l'apanage de l'humanité tout entière.

Ces références à un avenir commun ou partagé soulignent les aspirations et les intérêts collectifs de l'humanité à bâtir un avenir dans lequel l'espace extra-atmosphérique est préservé en tant que domaine

pacifique pour la coopération internationale et le bénéfice commun de tous, à l'abri de toute course aux armements ou de toute activité déstabilisatrice.

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/74/L.3, intitulé « Prévention d'une course aux armements dans l'espace ».

Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/74/L.3 a été déposé par les représentants de l'Égypte et de Sri Lanka, le 5 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document publié sous la cote A/C.1/74/L.3. La liste des coauteurs supplémentaires est disponible sur le portail e-deleGATE de la Première Commission. La Guinée équatoriale, l'Inde et le Malawi s'en sont également portés coauteurs.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Un vote enregistré a été demandé.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie,

Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

États-Unis d'Amérique, Israël

*Par 175 voix contre 2, le projet de résolution A/C.1/74/L.3 est adopté.*

[La délégation de l'Ukraine a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait voter pour.]

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/74/L.58/Rev.1, intitulé « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace ».

Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/74/L.58 a été déposé par le représentant de la Fédération de Russie le 17 octobre. Un projet de résolution révisé, publié sous la cote A/C.1/74/L.58/Rev.1, a été ultérieurement déposé le 30 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document A/C.1/74/L.58/Rev.1. La liste des coauteurs supplémentaires est affichée sur le portail e-deleGATE de la Première Commission. L'Arménie et l'Ouzbékistan se sont également portés coauteurs.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Un vote séparé a été demandé sur le quatrième alinéa du préambule et sur le troisième paragraphe du projet de résolution



A/C.1/74/L.58/Rev.1. Je vais maintenant les mettre aux voix, l'un après l'autre.

Je vais d'abord mettre aux voix le quatrième alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monaco, Monténégro, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède

*S'abstiennent :*

Bosnie-Herzégovine, Canada, Côte d'Ivoire, Haïti, Japon, Malawi, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République de Corée, Suisse, Turquie

*Par 111 voix contre 40, avec 12 abstentions, le quatrième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le troisième paragraphe.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Barbade, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Burundi, Cameroun, Chine, Congo, Cuba, Égypte, Fédération de Russie, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Honduras, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kirghizistan, Maldives, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Ouzbékistan, Panama, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Togo, Tunisie, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Guyana, Haïti, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monaco, Monténégro, Norvège, Paraguay, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Belize, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, El Salvador, Émirats arabes

unis, Éthiopie, Fidji, Gambie, Ghana, Inde, Indonésie, Iraq, Jordanie, Kiribati, Koweït, Liban, Libye, Malaisie, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Népal, Niger, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Qatar, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Yémen

*Par 55 voix contre 50, avec 48 abstentions, le troisième paragraphe est maintenu.*

[La délégation du Guatemala a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait s'abstenir.]

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/74/L.58/Rev.1, pris dans son ensemble.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Tuvalu, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monaco, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède

*S'abstiennent :*

Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Japon, Malawi, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République de Corée, République de Moldova, Suisse, Turquie

*Par 124 voix contre 41, avec 10 abstentions, le projet de résolution A/C.1/74/L.58/Rev.1, pris dans son ensemble, est adopté.*

[La délégation de l'Ukraine a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait voter contre.]

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/74/L.59, intitulé « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier ».

Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/74/L.59 a été déposé par le représentant de la Fédération de Russie le 17 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document A/C.1/74/L.59. La liste des coauteurs supplémentaires est affichée sur le portail e-deleGATE de la Première Commission.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Un vote séparé enregistré a été demandé sur le cinquième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/74/L.59. Je vais d'abord mettre aux voix cet alinéa.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie,

Congo, Costa Rica, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monaco, Monténégro, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède

*S'abstiennent :*

Bosnie-Herzégovine, Canada, Côte d'Ivoire, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République de Corée, Suisse, Turquie

*Par 114 voix contre 42, avec 10 abstentions, le cinquième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/74/L.59, pris dans son ensemble.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

Albanie, Australie, Estonie, États-Unis d'Amérique, France, Géorgie, Haïti, Israël, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Ukraine

*S'abstiennent :*

Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Kiribati, Liechtenstein, Luxembourg, Macédoine du Nord,

Malawi, Malte, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie

*Par 123 voix contre 14, avec 40 abstentions, le projet de résolution A/C.1/74/L.59, pris dans son ensemble, est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/74/L.60, intitulé « Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales ».

Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/74/L.60 été déposé par le représentant de la Fédération de Russie le 17 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document A/C.1/74/L.60. La liste des auteurs supplémentaires est disponible sur le portail e-deleGATE de la Première Commission. L'Afrique du Sud, le Malawi et le Venezuela se sont également portés coauteurs.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Un vote enregistré a été demandé.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie,

Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

États-Unis d'Amérique, Israël

*S'abstiennent :*

Australie, Géorgie, Palaos, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Ukraine

*Par 166 voix contre 2, avec 5 abstentions, le projet de résolution A/C.1/74/L.60 est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur vote après le vote.

**M. Mohd Nasir** (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour donner l'explication de vote collective de la Malaisie sur tous les projets de résolution présentés au titre du groupe de questions 3, « Espace extra-atmosphérique (aspects du désarmement) ».

La Malaisie a voté pour tous les projets de résolution au titre du groupe de questions 3, qui ont été examinés aujourd'hui, à savoir les projets de résolution A/C.1/74/L.3, A/C.1/74/L.58/Rev.1, A/C.1/74/L.59 et A/C.1/74/L.60.



La Malaisie reconnaît que l'accès à l'espace extra-atmosphérique est un droit inaliénable des États. Nous estimons que l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique doivent être exclusivement pacifiques et servir l'intérêt collectif de l'humanité. La Malaisie souligne la nécessité d'un accès sûr à l'espace, qui est également reconnu comme étant un des aspects importants de la sécurité spatiale et un précurseur pour la viabilité des futures activités spatiales. Il est donc impératif que toutes les activités spatiales soient menées dans le respect du droit international et du principe de non-appropriation de l'espace extra-atmosphérique.

La Malaisie accueille avec satisfaction la création du Groupe d'experts gouvernementaux, en application de la résolution 72/250 sur la question, aux activités duquel elle a participé. La Malaisie prend note des progrès accomplis dans le cadre des délibérations du Groupe d'experts gouvernementaux en août 2018 et en mars de cette année. Cependant, l'incapacité du Groupe à se mettre d'accord sur un rapport final est regrettable. Néanmoins, nous espérons que les progrès réalisés par le Groupe d'experts gouvernementaux constitueront la base de négociations futures en vue de l'adoption d'un instrument international juridiquement contraignant pour prévenir une course aux armements dans l'espace.

La Malaisie reste attachée à la mise en œuvre des traités internationaux régissant l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique qui défendent les principes juridiques adoptés par l'Assemblée générale dans la résolution 2222 (XXI) en 1966. À l'avenir, l'utilisation et l'exploration de l'espace extra-atmosphérique par la communauté internationale devront être entreprises de manière exclusivement pacifique. En conséquence, la Malaisie reconnaît les progrès significatifs accomplis par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et le Bureau des affaires spatiales dans la promotion de la coopération internationale sur les utilisations pacifiques de l'espace.

La Malaisie note que les États Membres ont été amenés à examiner deux projets de résolution – sur les éléments des mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales, premièrement, dans le projet de résolution A/C.1/74/L.55/Rev.1, intitulé « Faire progresser les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales », et deuxièmement, dans le projet de résolution A/C.1/74/L.60, intitulé « Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales ». La Malaisie a voté pour le projet de

résolution A/C.1/74/L.60 et prévoit d'appuyer le projet de résolution A/C.1/74/L.55/Rev.1 et de voter pour.

Nous aurions préféré que la Commission concentre son attention sur un seul projet de résolution à ce sujet, car cela aurait encouragé une convergence de vues parmi les États Membres. Néanmoins, ces deux projets de résolution peuvent constituer une base qui permettra aux États Membres de poursuivre des délibérations constructives à l'avenir. La Commission peut être assurée que la Malaisie restera fermement engagée à l'avenir.

**M<sup>me</sup> Jáquez Huacuja** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Le Mexique a voté pour le projet de résolution A/C.1/74/L.59, intitulé « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier ». Nous convenons qu'il est important et urgent de prévenir une course aux armements dans l'espace, conformément à notre volonté de faire en sorte que l'espace soit utilisé à des fins exclusivement pacifiques. Néanmoins, nous tenons à ce qu'il soit clair que cet appui ne doit en aucun cas être interprété comme une approbation tacite ou une acceptation d'un prétendu droit à déployer des armes dans l'espace extra-atmosphérique ou à les lancer depuis le sol si un autre État le fait en premier ou pour réagir à une attaque. Le Mexique continuera de faire son possible pour qu'aucun acteur, en aucune circonstance, ne déploie des armes dans l'espace extra-atmosphérique. De même, le Mexique réitère que toutes les armes nucléaires doivent être interdites et éliminées, quelles qu'elles soient et où qu'elles se trouvent.

**M. Nakai** (Japon) (*parle en anglais*) : Voici l'explication de vote du Japon après le vote sur les projets de résolution sur lesquels nous venons de nous prononcer.

Pour promouvoir la sûreté, la viabilité, la sécurité et la stabilité à long terme de l'espace, il est de plus en plus important de mettre au point des initiatives visant à garantir la confiance mutuelle entre les acteurs spatiaux, en particulier grâce à des mesures de transparence et de confiance. Nous avons donc voté pour les projets de résolution A/C.1/74/L.3, intitulé « Prévention d'une course aux armements dans l'espace », et A/C.1/74/L.60, intitulé « Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales ». Cependant, nous souhaitons faire part d'une légère préoccupation concernant le neuvième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/74/L.60, car nous croyons qu'il n'est pas constructif ou approprié d'inclure des références à la dernière session de la Commission du désarmement

dans le projet de résolution, même si nous regrettons qu'elle ne se soit pas réunie cette année. Sur la base de ces projets de résolution, nous espérons que le débat sur les mesures de transparence et de confiance continuera d'être promu.

Nous nous sommes abstenus dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/74/L.59 dans son ensemble, intitulé « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier », pour les raisons suivantes. Nous sommes témoins d'une aggravation de la menace à l'utilisation stable de l'espace et il est de plus en plus important de garantir la confiance mutuelle entre les acteurs spatiaux, en particulier grâce à des mesures de transparence et de confiance. Toutefois, le projet de résolution ne traite pas de manière adéquate la question de ce qui constitue une arme dans l'espace. Compte tenu de la double nature de nombreux objets spatiaux, cette initiative pourrait accroître la méfiance et les malentendus concernant les activités et intentions d'autres nations, ce qui diminuerait la transparence et la confiance dans le domaine spatial. À cet égard, nous saisissons cette occasion pour exprimer notre préoccupation concernant certaines activités spatiales entreprises sans aucune transparence, ce qui pourrait provoquer de la méfiance, des malentendus ou les deux.

Deuxièmement, en ce qui concerne la vérification, nous ne pensons pas que l'initiative « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier » sera efficace ou vérifiable.

Troisièmement, le projet de résolution se concentre uniquement sur les armes déployées dans l'espace et ne traite donc pas de la liste complète des activités spatiales, y compris les activités basées au sol.

Le Japon nourrit sérieuses et réelles préoccupations concernant la mise au point et le déploiement de capacités d'armes antisatellites, y compris celles qui sont basées sur la terre ferme, qui ne sont pas abordées dans le projet de résolution.

Nous nous sommes abstenus dans le vote sur le cinquième alinéa du préambule parce qu'il contient des termes qui ne font pas l'objet d'un consensus au sein de l'Assemblée générale. Le Japon réaffirme la nécessité d'adopter un comportement responsable et fondé sur des principes pour les activités spatiales, ce qui pourrait constituer une étape importante pour la définition de règles internationales. Nous encourageons tous les États Membres à s'abstenir de toute action susceptible d'accroître la méfiance ou l'incompréhension en ce qui

concerne les activités spatiales ou qui pourrait conduire, directement ou indirectement, à la détérioration ou à la destruction d'objets spatiaux.

Nous nous sommes abstenus dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/74/L.58/Rev.1, intitulé « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace », pris dans son ensemble, pour la même raison. Et c'est aussi pour cette raison, à savoir que la formulation employée ne fait pas l'objet d'un consensus au sein de l'Assemblée générale, que nous nous sommes abstenus dans le vote sur le quatrième alinéa de son préambule.

Nous avons par ailleurs voté contre le paragraphe 3. À notre avis, c'est le Groupe d'experts gouvernementaux dans son ensemble qui n'est pas parvenu à un consensus. Il est donc inopportun de dire qu'un expert en particulier a rompu le consensus. En outre, il convient de rappeler que c'est par une résolution de l'ONU qu'il a été décidé que le Groupe d'experts gouvernementaux devait fonctionner par consensus. Nous craignons que le paragraphe en question ne pose problème aux États qui participeront aux futures réunions du Groupe d'experts gouvernementaux et à toute autre discussion dont les résultats reposent sur le principe du consensus, décourageant ainsi toute discussion active.

**M. Pilz (Allemagne) (*parle en anglais*) :** Je m'exprime au nom d'un groupe d'États qui réunit l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, Chypre, la Croatie, le Danemark, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, la Slovénie, l'Espagne, la Suède et, mon pays, l'Allemagne.

Je prends la parole pour expliquer les raisons pour lesquelles le groupe d'États susmentionné, dont mon pays fait partie, s'est abstenu dans le vote sur la proposition figurant dans le document A/C.1/74/L.59, concernant le non-déploiement d'armes dans l'espace en premier. Notre groupe d'États continue de prôner la préservation d'un environnement spatial sûr, sécurisé et durable et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques. Nous restons fermement attachés à la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Notre groupe d'États est préoccupé par la multiplication de la mise au point de diverses capacités de défense dans l'espace, y compris par les auteurs mêmes du projet de résolution. Dans ce contexte, nous sommes d'avis que le projet de résolution A/C.1/74/L.59 sur le non-déploiement d'armes dans l'espace en premier ne

répond pas de manière adéquate à l'objectif à court terme de renforcer la confiance entre les États. En raison des ambiguïtés et des lacunes grandissantes, il pourrait même augmenter le risque de conflit dans l'espace.

Le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier de nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace a montré que la communauté internationale est confrontée à un large éventail de menaces liées à l'espace, à savoir les attaques dans l'espace, les attaques espace-sol et les attaques sol-espace. Ces menaces ne sont pas suffisamment prises en compte par l'initiative « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier », y compris par le projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux. Plus précisément, nous nous demandons comment les instigateurs du projet de traité entendent concilier leur approche avec le fait qu'ils possèdent déjà et continuent de développer des capacités, y compris des capacités antisatellites basées au sol, qui ne sont pas expressément incluses dans le champ d'application du projet de traité mais qui constituent néanmoins des menaces réelles et graves pour les systèmes spatiaux et l'environnement spatial. En outre, l'initiative « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier » ignore totalement le défi consistant à définir précisément les armes dans l'espace, notamment dans le cas des technologies à double usage, ce qui pourrait conduire à de fausses interprétations, à des malentendus et à des erreurs de calcul.

Nonobstant l'objectif d'un cadre complet et juridiquement contraignant qui compléterait le Traité sur l'espace extra-atmosphérique, nous pensons qu'il serait plus utile de renforcer la prise en compte par les nations spatiales des intérêts correspondants de toutes les autres nations spatiales, notamment par des mesures de transparence et de confiance, et par la recherche d'un consensus sur un comportement responsable dans l'espace. Nous encourageons les deux instigateurs du projet de résolution à favoriser une relance des efforts de maîtrise des armements en relation avec toutes les menaces pertinentes pour les systèmes spatiaux découlant d'un comportement irresponsable dans l'espace.

Le renforcement de la sûreté, de la sécurité, de la viabilité et du caractère pacifique des activités spatiales n'est possible que par la coopération internationale. Nous devons continuer à chercher un terrain d'entente. Nous sommes pleinement favorables à une reprise des travaux

de fond de la Conférence du désarmement à Genève et continuons à contribuer activement aux discussions et aux négociations au sein du Groupe de travail spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

J'voudrais également faire quelques commentaires sur le projet de résolution A/C.1/74/L.58/Rev.1. Mon pays voudrait expliquer pourquoi il a changé son vote sur ce projet de résolution. Mon pays a voté contre le projet de résolution et a donc modifié son vote habituel parce que les auteurs principaux du texte ont choisi, au paragraphe 3, de montrer du doigt un expert qui a travaillé en pleine conformité avec le règlement intérieur du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier de nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace. Il était clair pour tout le monde que le Groupe d'experts gouvernementaux fonctionnait selon la règle du consensus. En conséquence, il ne nous était plus possible d'appuyer le projet de résolution et nous avons voté contre.

**M<sup>me</sup> Lal** (Inde) (*parle en anglais*) : J'ai demandé la parole pour expliquer le vote de ma délégation sur les projets de résolution A/C.1/74/L.58/Rev.1 et A/C.1/74/L.59.

En ce qui concerne le document A/C.1/74/L.58/Rev.1, intitulé « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace », l'Inde a toujours voté pour ce projet de résolution car nous partageons son objectif concernant l'adoption de mesures concrètes pour prévenir une course aux armements dans l'espace. Nous avons donc une nouvelle fois voté pour le texte pris dans son ensemble. Toutefois, l'Inde a décidé de voter contre le quatrième alinéa du préambule en raison de l'inclusion d'un nouveau membre de phrase, à savoir « bâtir pour l'humanité un avenir commun ». En l'état actuel, il n'existe pas une compréhension claire de ce que cela implique. Les différents pays et civilisations ont leur propre vision de l'avenir de l'humanité. Par exemple, depuis la période védique, la civilisation indienne considère le monde comme une famille, conformément à la doctrine du « vasudhaiva kutumbakam » (« le monde n'est qu'une famille »). En tant que civilisation, nous avons toujours appelé au bien-être de toute l'humanité, ce qui se reflète dans l'ancien mantra védique « om sarve bhavantu sukhinah », qui peut se traduire par « Que tous puissent être heureux et prospères, libérés de la maladie et voir ce qui élève l'esprit. Et que personne ne souffre ».

L'Inde a voté pour le projet de résolution A/C.1/74/L.59, intitulé « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier ». En tant que grande nation spatiale, l'Inde a des intérêts vitaux en matière de développement et de sécurité dans l'espace. Le projet de résolution indique que le régime juridique applicable à l'espace doit être consolidé et renforcé. L'Inde appuie cet objectif, ainsi que le renforcement du régime juridique international visant à protéger et à préserver l'accès à l'espace pour tous et à prévenir la militarisation de l'espace, sans exception.

Nous sommes pour que la Conférence du désarmement examine sur le fond la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Sans se substituer aux instruments juridiquement contraignants, les mesures de transparence et de confiance peuvent jouer un rôle utile et complémentaire. Nous considérons l'initiative « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier » comme une initiative utile et non comme venant remplacer les mesures juridiques de fond visant à garantir la prévention d'une course aux armements dans l'espace, qui reste une priorité pour la communauté internationale.

Nous avons voté contre le cinquième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/74/L.59, pour la même raison que celle qui nous a poussés à voter contre le quatrième alinéa du préambule du projet A/C.1/74/L.58/Rev.1, mentionné plus haut.

**M. Masmejean** (Suisse) : Je prends la parole en vue d'expliquer les votes de ma délégation concernant deux projets de résolution relatifs à l'espace extra-atmosphérique.

Tout d'abord, nous nous sommes abstenus dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/74/L.59, intitulé « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier ». Nous saluons le fait que le projet de résolution exprime la crainte que l'espace devienne le lieu d'affrontements militaires. Nous restons néanmoins préoccupés par le fait que le projet de résolution ne prend pas en compte d'importants aspects liés à la thématique qu'il couvre. Le projet de résolution ne précise pas suffisamment ce qui constitue une arme dans l'espace et ne se prononce pas non plus sur la mise au point de systèmes d'armes au sol permettant d'attaquer ou de perturber les satellites, y compris la mise à l'essai de tels systèmes, alors que ces capacités constituent une source d'inquiétude immédiate. Le projet de résolution ne se prononce pas non plus sur un possible déploiement d'armes dans

l'espace en second. Dans ce contexte, ce projet de résolution ne nous semble pas abouti.

Deuxièmement, je souhaite expliquer notre vote concernant le projet de résolution A/C.1/74/L.58/Rev.1, intitulé « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace ». Nous nous sommes abstenus dans le vote sur ce projet de résolution, dans son ensemble, et avons par ailleurs voté contre son paragraphe 3. Si nous regrettons que le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier de nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace, établi par la précédente itération de ce projet de résolution, n'ait pas pu s'accorder sur un rapport de fond, nous saluons cependant le fait que l'ensemble des principales puissances spatiales y aient pris part et qu'il ait approfondi un nombre important de sujets.

Nous estimons nécessaire que ces efforts fassent l'objet d'un suivi. Dans ce contexte, nous regrettons fortement certains aspects du projet de résolution, tout particulièrement son paragraphe 3, qui rompt non seulement avec une pratique établie dans le cadre de la Commission, mais qui pourrait également compliquer la poursuite des travaux du Groupe d'experts.

Finalement, nous continuons d'avoir des questions concernant le concept de volonté collective de bâtir pour l'humanité un avenir commun, apparaissant au quatrième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/74/L.58/Rev.1 et au cinquième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/74/L.59. Nous nous sommes donc abstenus dans le vote concernant ces deux alinéas.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur au titre des explications de vote après le vote sur le groupe de questions 3, « Espace extra-atmosphérique (aspects du désarmement) ».

La Commission va maintenant passer au groupe de questions 4, « Armes classiques ». Je vais d'abord donner la parole aux délégations qui souhaitent faire des déclarations d'ordre général ou présenter des projets de résolution au titre du groupe de questions 4. Comme les membres le savent, la durée des déclarations est limitée à cinq minutes.

**M<sup>me</sup> Claringbould** (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Les Pays-Bas ont le plaisir de présenter le projet de résolution A/C.1/74/L.30, sur la transparence dans le domaine des armements. Ce projet de résolution biennal vise à appuyer le bon fonctionnement et le développement du Registre des armes classiques de



l'Organisation des Nations Unies. Le Registre est un instrument important pour la promotion de la transparence dans le domaine militaire et contribue ainsi à renforcer la confiance et la sécurité entre les États. Il a été créé il y a 28 ans et, en dépit des préoccupations liées au faible taux de notification, il joue un rôle important dans le recensement, entre autres, des transferts d'armes classiques dans les « sept catégories plus une ».

Le Groupe d'experts gouvernementaux s'est réuni à trois reprises cette année pendant une semaine et a rédigé un rapport de consensus (A/74/211), qui a été présenté à l'Assemblée générale par le Secrétaire général. Le projet de résolution A/C.1/74/L.30 vise à approuver le rapport et les recommandations qu'il contient. Il trace également la voie à suivre, prévoyant que le prochain Groupe d'experts gouvernementaux se réunisse dans quelques années pour aider le Secrétaire général à établir un rapport sur la tenue et la pertinence du Registre, notamment en examinant la relation entre le niveau de participation, le champ d'application et l'utilisation du Registre, ainsi que les modifications à y apporter. Nous appelons les États Membres à appuyer le projet de résolution et le Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies.

**M. Diarra** (Mali) : La délégation malienne a l'honneur de présenter le projet de résolution annuel intitulé, « Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre », publié sous la cote A/C.1/74/L.27, au nom des 15 États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui sont le Bénin, le Burkina Faso, Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone, le Togo et mon pays, le Mali.

Dans la forme, en dehors des mises à jour nécessaires, le projet de résolution présenté reprend exactement les mêmes termes que celui adopté par consensus l'année dernière (résolution 74/51). Dans le fond, ce projet de résolution vise à consolider la stabilité dans la région ouest-africaine à travers l'amélioration de la sécurité régionale et par le renforcement des initiatives et des efforts régionaux de réduction de la prolifération et de la circulation des armes légères et de petit calibre.

Le projet de résolution A/C.1/74/L.27 invite la communauté internationale à appuyer la mise en œuvre effective de la Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres

matériels connexes. En outre, le projet de résolution susmentionné invite notamment la communauté internationale à fournir un appui technique et financier pour renforcer les capacités des organisations de la société civile dans la lutte contre la circulation illicite des armes légères et de petit calibre et pour leur collecte.

Au-delà de la sous-région d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, ce projet de résolution traduit la volonté de nombreux pays à travers le monde de lutter contre la circulation illicite des armes légères et de petit calibre, qui ont aujourd'hui la triste réputation d'être classées parmi les armes les plus redoutées. Je saisis cette occasion pour remercier, au nom des États membres de la CEDEAO, tous les pays qui ont bien voulu coparrainer le projet de résolution, en encourageant tous ceux qui ne l'ont pas encore fait à marquer leur appui à ce projet de résolution.

Je note qu'à ce stade, le projet de résolution bénéficie de 76 coauteurs. Il y a suffisamment de place sur le portail e-deleGATE. Les auteurs du projet de résolution notent avec regret qu'un vote enregistré séparé a été demandé sur le seizième alinéa du préambule. Les auteurs rappellent que ce projet de résolution annuel a toujours été adopté par consensus dans son intégralité depuis 1997. À cet égard, les auteurs du projet de résolution invitent l'ensemble des États Membres à accorder leur vote en faveur du texte en l'état et à soutenir le consensus traditionnel.

Pour terminer, la délégation malienne renouvelle les remerciements de l'ensemble des États membres de la CEDEAO aux partenaires techniques et financiers pour leur soutien à l'adoption du projet de résolution.

**M<sup>me</sup> Quintero Correa** (Colombie) (*parle en espagnol*) : La Colombie, le Japon et l'Afrique du Sud sont les auteurs du projet de résolution A/C.1/74/L.43, intitulé « Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects », qui est parrainé par 84 pays.

Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects et leur prolifération incontrôlée dans de nombreuses régions ont de nombreuses conséquences humanitaires et socioéconomiques et posent une menace à la paix, à la réconciliation, à la sécurité, à la stabilité et au développement durable aux niveaux individuel, local, national, régional et international. Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre est étroitement lié à d'autres activités criminelles, telles que, entre autres,

le trafic de drogue, le terrorisme et la criminalité organisée. Ces activités criminelles partagent les mêmes infrastructures de transport et les mêmes couloirs stratégiques, ce qui permet aux groupes terroristes et aux groupes de la criminalité organisée d'accéder aux armes légères et de petit calibre à bas prix. Les caractéristiques de cette problématique nous montrent qu'elle intègre les réalités nationales, mais également des variables et des flux régionaux et mondiaux. C'est pourquoi il est urgent de maintenir et d'améliorer les mesures de contrôle nationales afin de prévenir, de combattre et d'éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre, y compris leur détournement vers le commerce illicite, les groupes armés illégaux, les terroristes et autres destinataires non autorisés.

La coopération et l'assistance internationale sont essentielles et complètent les mesures nationales et régionales pour la mise en œuvre pleine et effective du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et de son instrument international de traçage. C'est pourquoi le projet de résolution vise à mettre en évidence les efforts collectifs nationaux, régionaux et internationaux dans ce domaine et à continuer de les renforcer, en application du Programme d'action et de l'Instrument de traçage.

La Colombie remercie tous les coauteurs du projet de résolution A/C.1/74/L.43 et invite toutes les délégations à adopter une nouvelle fois le texte pris dans son ensemble, sans le mettre aux voix.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Avant que la Commission ne se prononce sur les projets de résolution et de décision relevant du groupe 4, nous allons entendre les délégations qui souhaitent expliquer leur vote ou leur position sur ces textes.

**M<sup>me</sup> Sánchez Rodríguez** (Cuba) (*parle en espagnol*) : Comme les années précédentes, la délégation cubaine s'abstiendra dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/74/L.25, intitulé « Traité sur le commerce des armes ». Ce traité a été adopté prématurément, puisque les négociations n'avaient même pas abouti et qu'aucun consensus n'avait été atteint. Il contient des ambiguïtés considérables, des incohérences, un manque de définitions claires et des lacunes juridiques, qui nuisent tous à son efficacité et à son efficience. Le Traité sur le commerce des armes ne peut être efficace s'il n'interdit pas et donc légitime les transferts d'armes à des acteurs non étatiques non

autorisés, qui sont la principale source du commerce illicite des armes.

Le Traité est un instrument qui manque d'équilibre et sert les intérêts des pays exportateurs d'armes. Les paramètres établis sur la base desquels ces États évaluent l'approbation et le refus des transferts sont subjectifs et peuvent donc être facilement manipulés à des fins politiques. Cela porte atteinte au droit des États à acquérir et posséder des armes à des fins de légitime défense, comme énoncé à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. La délégation cubaine, conformément à sa position sur cet instrument, s'abstiendra dans le vote sur les paragraphes 4 et 9 du dispositif.

En ce qui concerne le paragraphe 9 du dispositif, nous réaffirmons notre préoccupation quant aux prétendus éléments de complémentarité qui existeraient entre le Traité sur le commerce des armes et d'autres instruments qui, eux, sont universellement acceptés. Nous rejetons l'établissement d'une complémentarité artificielle entre des instruments dont la nature juridique, les membres, la portée et la catégorie des armes sont totalement différents. En outre, nous soulignons le fait qu'en raison des profondes divergences entre les États Membres, le rapport de la troisième Conférence d'examen du Programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects n'est pas parvenu au consensus sur l'existence d'éléments de complémentarité entre le Programme d'action et le Traité sur le commerce des armes. Notre délégation tient également à se dissocier des paragraphes faisant référence au Traité sur le commerce des armes qui figurent dans les différents projets de résolution sur lesquels la Première Commission va se prononcer.

La délégation cubaine s'abstiendra également dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/74/L.30, intitulé « Transparence dans le domaine des armements », dont nous déplorons le ton négatif. Le projet de résolution A/C.1/74/L.30 manque d'équilibre en raison de l'accent injustifié qu'il met sur les armes légères et de petit calibre, auxquelles il est fait explicitement référence dans plusieurs paragraphes. Aucune autre catégorie d'armes ne bénéficie d'un tel traitement. Nous rejetons les deux poids, deux mesures et la manipulation dans l'examen de la question des armes classiques. Nous n'appuyons pas les analyses partiales qui font l'impasse sur les graves problèmes liés à la production, à la modernisation, à l'utilisation et au commerce d'armes classiques hautement sophistiquées,

dont les effets sont considérablement plus dévastateurs. Nous ne soutenons pas le fait que le projet de résolution A/C.1/74/L.30 mentionne l'entrée en vigueur du Traité sur le commerce des armes ou qu'il entérine le rapport de 2019 du groupe d'experts gouvernementaux, contre lequel nous avons d'importantes objections.

Nous ne sommes pas favorables à l'élargissement de la portée du Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies au-delà des sept catégories d'armes existantes pour y inclure les armes légères et de petit calibre. Un tel élargissement doit être le fruit d'une discussion globale et transparente entre les États Membres ainsi que d'une décision de l'Assemblée générale. Tout exercice d'élargissement du Registre doit commencer par l'inclusion des armes de destruction massive, y compris les armes nucléaires. Les informations supplémentaires pouvant être demandées sur d'autres questions, notamment sur les achats effectués dans le cadre de la production nationale et sur l'existence de matériel de guerre, doivent être fournies volontairement par les États. Nous ne sommes pas favorables à la convocation d'un nouveau groupe d'experts en 2021-2022, comme le propose le projet de résolution. Le mandat du groupe et le nombre de ses participants ne sont pas précisés. Un sujet d'une telle importance pour tous les États ne peut pas continuer à être discuté ou décidé au sein d'un groupe à composition restreinte.

La délégation cubaine s'abstiendra également dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/74/L.45, intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction ». Nous partageons pleinement les préoccupations humanitaires légitimes concernant l'emploi sans discrimination et irresponsable des mines antipersonnel. Notre pays est partie à la Convention sur certaines armes classiques, y compris son protocole II original, et respecte pleinement les interdictions et restrictions concernant l'emploi des mines qui y sont énoncées.

Depuis six décennies, Cuba fait l'objet d'une politique continue d'hostilité et d'agression de la part des États-Unis. En conséquence de quoi, notre pays n'a pas été en mesure de renoncer à l'emploi des mines pour préserver sa souveraineté et son intégrité territoriale, conformément au droit de légitime défense consacré par l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Nous continuerons d'appuyer tous les efforts qui, tout en maintenant l'équilibre nécessaire entre les questions

humanitaires et les questions de sécurité nationale, visent à éliminer les terribles effets de l'emploi aveugle et irresponsable des mines antipersonnel sur les populations civiles et les économies de plusieurs pays. De même, nous souscrivons à l'appel lancé à tous les États en mesure de le faire pour qu'ils fournissent l'assistance financière, technique et humanitaire nécessaire aux opérations de déminage et à la réinsertion sociale et économique des victimes.

Par ailleurs, nous nous joindrons au consensus sur le projet de résolution A/C.1/74/L.54, intitulé « Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination », étant entendu que la question des mines qui sont différentes des mines antipersonnel ne figure pas à l'ordre du jour de la réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention sur certaines armes classiques, comme il a été décidé lors de la réunion tenue en 2018.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Nous avons une longue liste d'orateurs et d'oratrices. Je voudrais encourager les délégations à envisager d'expliquer leur vote après le vote pour nous permettre de commencer à nous prononcer sur les projets de résolution et de décision à 12 h 15. S'il y a encore des déclarations à ce moment-là, nous nous prononcerons sur ces questions demain.

**M. Grigoryan** (Arménie) (*parle en anglais*) : Je voudrais donner une explication de vote sur le projet de résolution A/C.1/74/L.25, intitulé « Traité sur le commerce des armes ».

L'Arménie préconise avec force un régime de maîtrise des armes classiques robuste et juridiquement contraignant, au niveau aussi bien régional qu'international, qui permettrait de réglementer efficacement le commerce des armes classiques et de prévenir et éliminer leur détournement vers des marchés illicites ou leur utilisation à des fins illégitimes, notamment pour des violations graves des droits de la personne. L'Arménie fait à nouveau part de ses préoccupations concernant le préambule et la partie principale du Traité sur le commerce des armes. Nous n'avons cessé de souligner qu'il fallait des références équilibrées et non restrictives aux principes du droit international, notamment ceux de l'égalité des droits et de l'autodétermination des peuples, conformément à l'Article 1 de la Charte des Nations Unies. Nous réaffirmons notre position selon laquelle le Traité, dans sa forme actuelle, pourrait être interprété comme

limitant l'exercice du droit souverain de légitime défense, ainsi que comme faisant obstacle à un accès légitime aux technologies pertinentes. L'objectif principal du Traité – encourager et faire appliquer la réglementation sur le commerce des armes classiques au moyen de systèmes nationaux de contrôle efficaces – aurait pu être défendu plus énergiquement.

C'est pourquoi l'Arménie s'abstiendra dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/74/L.25. La position de l'Arménie sur le Traité vaut pour tous les autres projets de résolution dont la Première Commission est saisie qui contiennent une référence au Traité. Par conséquent, nous nous dissociions de ces paragraphes.

**M. Ahmed** (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais présenter l'explication de vote du Pakistan sur le projet de résolution intitulé « Transparence dans le domaine des armements », publié sous la cote A/C.1/74/L.30.

Le Pakistan est favorable aux objectifs plus généraux de promotion de la transparence dans le domaine des armements, notamment par des rapports rendant compte des exportations et importations d'armes, et en particulier des achats liés à la production nationale. Ces mesures sont susceptibles de servir de systèmes d'alerte rapide pour évaluer les tendances en matière d'accumulation d'armements, et de moyen d'exercer une pression morale sur les États à l'origine de stocks, production et transferts d'armements ayant un effet déstabilisant. Par ailleurs, le Pakistan communique régulièrement ses rapports au Registre des armes classiques de l'ONU.

Toutefois, il est difficile d'adopter un modèle unique pour toutes les régions et sous-régions. Pour que les mesures de transparence génèrent davantage de mobilisation et d'acceptation, il est indispensable de tenir compte des différentes conditions politiques et de sécurité qui prévalent dans les diverses régions. Ces mesures doivent également être poursuivies en tandem avec d'autres, telles que les mesures de confiance et le règlement des conflits. Nous reconnaissons la valeur avérée des mesures volontaires décrites dans le projet de résolution et, par conséquent, nous voterons pour.

La transparence est un moyen, et non une fin. L'objectif ultime doit être d'encourager la retenue, de promouvoir les mesures de confiance, d'apaiser les tensions et de régler les différends par la négociation et la médiation aux niveaux régional, sous-régional et mondial. En ce qui concerne le

groupe d'experts gouvernementaux qui doit être convoqué en 2021 et 2022 pour étudier les liens entre la participation au Registre, son contenu et son utilisation, nous partageons l'espoir général que sa composition comme, en l'occurrence, la composition de tous les groupes d'experts gouvernementaux créés à l'ONU dans le domaine du désarmement, respectera strictement le principe d'une représentation géographique équitable, en particulier s'agissant des pays en développement. Nous sommes conscients des contraintes financières que connaît le système des Nations Unies, mais elles ne doivent pas contrecarrer la possibilité de participer, en particulier pour des régions et perspectives diverses.

**M. Elhomosany** (Égypte) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour expliquer, avant le vote, le vote de ma délégation sur les projets de résolution publiés sous les cotes A/C.1/74/L.25, A/C.1/74/L.45 et A/C.1/74/L.46.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/74/L.25, intitulé « Traité sur le commerce des armes », et les références faites audit Traité dans d'autres projets présentés à la Première Commission, l'Égypte demeure en première ligne des efforts sincères déployés en vue de combattre le trafic d'armes et d'éliminer les transferts d'armes aux terroristes et groupes armés illégaux. Nous avons également participé activement et de manière constructive aux négociations qui ont abouti à l'adoption du Traité sur le commerce des armes.

Toutefois, certains États ayant cherché à manipuler et à politiser le commerce légitime des armes, le Traité contient un certain nombre de lacunes et de failles, notamment l'absence délibérée de définitions nécessaires et de critères clairs, qui rendent sélective et subjective sa mise en œuvre et permettent aux États exportateurs d'en détourner les dispositions. De plus, le Traité ignore complètement l'interdiction faite aux États d'approvisionner délibérément en armes des destinataires non autorisés, notamment des terroristes et des groupes armés illégaux, qui représentent la principale menace concrète dans ce domaine. C'est pourquoi ma délégation continuera de s'abstenir dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/74/L.25, intitulé « Traité sur le commerce des armes », ainsi que sur les paragraphes qui mentionnent le Traité dans les projets de résolution publiés sous les cotes A/C.1/74/L.27 et A/C.1/74/L.43.

L'Égypte continuera de s'abstenir dans le vote sur le projet de résolution publié sous la cote A/C.1/74/L.45, intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production



et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction ». À plusieurs reprises, l'Égypte a exprimé des réserves quant au caractère déséquilibré de cet instrument, qui a été élaboré et adopté en dehors du cadre des Nations Unies. Consciente des considérations humanitaires liées aux mines terrestres, l'Égypte a imposé un moratoire sur sa capacité de production et d'exportation de mines terrestres dès les années 80, bien avant la conclusion de la Convention. Nous estimons que la Convention souffre d'un manque d'équilibre entre les préoccupations d'ordre humanitaire liées aux mines antipersonnel et leurs possibles utilisations militaires légitimes, en particulier dans les pays qui ont de longues frontières et sont confrontés à des défis considérables sur le plan de la sécurité. Par ailleurs, la Convention n'impose aucune obligation juridique aux États de retirer les mines antipersonnel qu'ils ont placées sur le territoire d'autres États, ce qui fait qu'il est presque impossible pour de nombreux États de s'acquitter seuls de leurs obligations en matière de déminage. C'est particulièrement vrai dans le cas de l'Égypte, qui est l'un des pays les plus touchés puisqu'il recense toujours plus de 22 millions de mines placées sur son territoire durant la Seconde Guerre mondiale.

L'Égypte continuera de s'abstenir dans le vote sur le projet de résolution publié sous la cote A/C.1/74/L.46, intitulé « Application de la Convention sur les armes à sous-munitions », compte tenu de la nature sélective et déséquilibrée de cet instrument, qui a été élaboré et adopté en dehors du cadre des Nations Unies et qui ne contient pas de définition équitable et claire des armes à sous-munitions, ce qui découle d'une conception visant délibérément à répondre aux besoins de production spécifiques de certains États.

**M. Robatjazi** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Puisqu'il est presque 12 h 15, et afin de disposer de suffisamment de temps pour nous prononcer sur les projets de résolution, je m'abstiendrai de prendre la parole au titre des explications de vote avant le vote. Je prendrai la parole après le vote. J'espère, Monsieur le Président, que vous aurez l'amabilité de nous accorder davantage de temps, étant donné la longueur et le nombre de nos explications de vote.

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/74/L.25, intitulé « Traité sur le commerce des armes ».

Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/74/L.25 été déposé par l'Argentine le 14 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document publié sous la cote A/C.1/74/L.25. La liste des auteurs supplémentaires est disponible sur le portail e-deleGATE de la Première Commission. Antigua-et-Barbuda, l'Eswatini, le Malawi et les Seychelles se sont également portés coauteurs.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Des votes enregistrés séparés ont été demandés sur le neuvième alinéa et sur les paragraphes 4 et 9 du projet de résolution /C.1/74/L.25. Je vais maintenant les mettre aux voix, l'un après l'autre.

Je vais maintenant mettre aux voix le neuvième alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Canada, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République

dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Zambie

*Votent contre :*

Néant

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Iraq, Israël, Koweït, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Sri Lanka, Yémen, Zimbabwe

*Par 155 voix contre zéro, avec 15 abstentions, le neuvième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le paragraphe 4.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Canada, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay,

Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique du Congo, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Zambie

*Votent contre :*

États-Unis d'Amérique

*S'abstiennent :*

Algérie, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Cambodge, Cuba, Égypte, Équateur, Fédération de Russie, Fidji, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Jordanie, Koweït, Libye, Myanmar, Nicaragua, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Sri Lanka, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen, Zimbabwe

*Par 137 voix contre une, avec 31 abstentions, le paragraphe 4 est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le paragraphe 9.

*Il est procédé au vote enregistré..*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Canada, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg,

Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique du Congo, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Zambie

*Votent contre :*

États-Unis d'Amérique, Israël

*S'abstiennent :*

Algérie, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Fédération de Russie, Fidji, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Libye, Myanmar, Nicaragua, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Sri Lanka, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen, Zimbabwe

*Par 136 voix contre 2, avec 31 abstentions, le paragraphe 9 est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/74/L.25, pris dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada,

Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique du Congo, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Zambie

*Votent contre :*

États-Unis d'Amérique

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Cuba, Égypte, Équateur, Fédération de Russie, Fidji, Inde, Iran (République islamique d'), Koweït, Myanmar, Nicaragua, Ouganda, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Sri Lanka, Tadjikistan, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen, Zimbabwe

*Par 150 voix contre une, avec 26 abstentions, le projet de résolution A/C.1/74/L.25, pris dans son ensemble, est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution

A/C.1/74/L.27, intitulé « Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre ».

Je donne maintenant la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/74/L.27 a été déposé le 15 octobre par le représentant du Mali au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document A/C.1/74/L.27. La liste des coauteurs supplémentaires est publiée sur le portail e-deleGATE de la Première Commission. Antigua-et-Barbuda, le Botswana, Djibouti, le Malawi et les Maldives se sont également portés coauteurs.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Un vote enregistré séparé a été demandé sur le seizième alinéa du projet de résolution A/C.1/74/L.27. Je vais d'abord mettre aux voix cet alinéa.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Canada, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Lettonie, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée,

Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique du Congo, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

États-Unis d'Amérique

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Cambodge, Cuba, Égypte, Équateur, Fédération de Russie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Koweït, Liban, Myanmar, Nicaragua, Qatar, République arabe syrienne, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen

*Par 149 voix contre une, avec 20 abstentions, le seizième alinéa est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait qu'il soit adopté par la Commission sans être mis aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder ainsi.

*Le projet de résolution A/C.1/74/L.27, pris dans son ensemble, est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/74/L.30, intitulé « Transparence dans le domaine des armements ».

Je donne maintenant la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/74/L.30 a été déposé le 15 octobre par le représentant des Pays-Bas. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document A/C.1/74/L.30. La liste des coauteurs supplémentaires est publiée sur le portail e-deleGATE de la Première Commission. Le Brésil et les Seychelles se sont également portés coauteurs du projet de résolution.



Je vais maintenant donner lecture de l'état des incidences financières suivant, présenté conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Aux termes du paragraphe 6 du projet de résolution A/C.1/74/L.30, l'Assemblée générale réaffirmerait sa décision de continuer à examiner le contenu du Registre, le taux de participation à celui-ci et l'utilisation qui en est faite, en vue de l'améliorer encore et, à cette fin, prie le Secrétaire général d'établir, avec le concours d'un groupe d'experts gouvernementaux qui se réunira vers la fin de 2021 et vers le début et le milieu de 2022 pendant une semaine à chaque fois, dans la limite des ressources disponibles et suivant les principes d'une participation aussi large que possible et d'une répartition géographique équitable, un rapport sur la tenue et l'utilité du Registre, qui portera notamment sur les liens entre la participation au Registre, son contenu et son utilisation, et sur les modifications à y apporter, compte tenu des travaux de la Conférence du désarmement, des délibérations menées à ce sujet dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, des vues exprimées par les États Membres et de ses précédents rapports sur la tenue du Registre et les modifications à y apporter, afin qu'elle puisse prendre une décision à sa soixante-dix-septième session.

En ce qui concerne le paragraphe 6 du projet de résolution, il est entendu que les questions relatives aux réunions d'un groupe d'experts gouvernementaux à la fin de 2021 et au début et au milieu de 2022, y compris la date, le format et la portée de ces réunions, restent à déterminer. En conséquence, en l'absence de ces modalités, il n'est pas possible à l'heure actuelle d'estimer les incidences financières potentielles des besoins en services de réunion et de documentation. Une fois les modalités des réunions fixées, le Secrétaire général soumettra les coûts correspondants de ces services, conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale. En conséquence, pour l'heure, l'adoption du projet de résolution A/C.1/74/L.30 n'aurait aucune incidence sur le budget-programme.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Un vote enregistré séparé a été demandé sur le septième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/74/L.30. Je vais d'abord mettre aux voix cet alinéa.

*Il est procédé au vote enregistré*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, El Salvador, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique du Congo, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Zambie

*Votent contre :*

États-Unis d'Amérique

*S'abstiennent :*

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Fédération de Russie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Nicaragua, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, Soudan,

Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen

*Par 138 voix contre une, avec 26 abstentions, l'alinéa 7 du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/74/L.30 pris dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse,

Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

Néant

*S'abstiennent :*

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bolivie (État plurinational de), Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Nicaragua, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen

*Par 154 voix contre zéro, avec 23 abstentions, le projet de résolution A/C.1/74/L.30, pris dans son ensemble, est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/74/L.43, intitulé « Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects ».

Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/74/L.43 a été déposé par le représentant de la Colombie le 16 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document publié sous la cote A/C.1/74/L.43. La liste des coauteurs supplémentaires est publiée sur le portail e-deleGATE de la Première Commission. Le Brésil, El Salvador, la Guinée équatoriale, le Malawi et les Seychelles se sont également portés coauteurs du projet de résolution.

L'état des incidences financières du projet de résolution suivant est présenté conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Aux termes des paragraphes 7 et 8 du projet de résolution A/C.1/74/L.43, l'Assemblée générale déciderait, conformément au calendrier des réunions pour la période 2018-2024 arrêté à la troisième Conférence d'examen, d'organiser, du 15 au 19 juin 2020, une réunion biennale des États d'une semaine en vue d'examiner les principales difficultés à surmonter et les principales possibilités à exploiter s'agissant de la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage aux niveaux national, régional et mondial, l'objectif étant de prévenir et de combattre le détournement et le transfert international illicite des

armes légères et de petit calibre au profit d'utilisateurs non autorisés, ainsi qu'une réunion biennale des États d'une semaine en 2022; et déciderait également d'organiser en 2024 la quatrième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui sera précédée, au début de la même année, d'une réunion du comité préparatoire d'une durée maximale de cinq jours.

En ce qui concerne le paragraphe 7 du projet de résolution, il est entendu que les questions liées à la réunion biennale des États d'une durée d'une semaine en 2022, y compris son format, sa portée et ses modalités, restent à déterminer. En outre, en ce qui concerne le paragraphe 8 du projet de résolution, il est entendu que les questions relatives à la quatrième Conférence des Nations Unies en 2024 et à la réunion du comité préparatoire au début de 2024, y compris leur format, leur portée et leurs modalités, restent à déterminer. En conséquence, en l'absence de modalités pour ces réunions, il n'est pas possible à l'heure actuelle d'estimer les incidences financières potentielles des services de réunion et de documentation. Une fois les modalités des réunions fixées, le Secrétaire général soumettra les coûts correspondants de ces services, conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale. En outre, les dates des réunions devront être déterminées en consultation avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences.

En conséquence, pour l'heure, l'adoption du projet de résolution A/C.1/74/L.43 n'aurait aucune incidence sur le budget-programme.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Des votes enregistrés séparés ont été demandés sur les septième et vingt-deuxième alinéas du préambule et sur le paragraphe 6 du projet de résolution A/C.1/74/L.43. Je vais mettre ces paragraphes aux voix, l'un après l'autre.

Je vais d'abord mettre aux voix le septième alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État

plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

États-Unis d'Amérique, Israël

*S'abstiennent :*

Néant

*Par 170 voix contre 2, le septième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le vingt-deuxième alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique du Congo, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Yémen, Zambie

*Votent contre :*

États-Unis d'Amérique

*S'abstiennent :*

Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Cambodge, Cuba, Égypte, Équateur, Fédération de Russie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Myanmar, Nicaragua, République arabe syrienne, Venezuela (République bolivarienne du), Zimbabwe

*Par 151 voix contre une, avec 16 abstentions, le vingt-deuxième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le paragraphe 6.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu,



Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

*Votent contre :*

États-Unis d'Amérique, Israël

*S'abstiennent :*

Néant

*Par 169 voix contre 2, le paragraphe 6 est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait que la Commission l'adopte sans le mettre aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder ainsi.

*Le projet de résolution A/C.1/74/L.43, pris dans son ensemble, est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/74/L.45, intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction ».

Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/74/L.45 a été déposé par le représentant de la Norvège le 17 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document A/C.1/74/L.45.

L'état des incidences financières suivant est présenté conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Aux termes du paragraphe 10 du projet de résolution A/C.1/74/L.45, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général, conformément au paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention, d'entreprendre les préparatifs nécessaires pour convoquer la dix-huitième Assemblée des États parties à la Convention et d'inviter, au nom des États parties et conformément au paragraphe 3 de l'article 12 de la Convention, les États qui ne sont pas parties à la Convention, de même que l'Organisation des Nations Unies, les autres organisations et institutions internationales et les organisations régionales compétentes, le Comité international de la Croix-Rouge et les organisations non gouvernementales concernées, à assister à la dix-huitième Assemblée des États parties à la Convention en qualité d'observateurs.

Conformément à l'article 14 de la Convention, les coûts de la dix-huitième Assemblée des États parties

seraient assumés par les États parties et les États non parties à la Convention participant à cette assemblée selon le barème dûment ajusté des quotes-parts des Nations Unies. Les coûts prévisionnels liés à la tenue, en 2020, de la dix-huitième Assemblée seront établis par le Secrétariat et seront soumis à l'approbation des États parties à leur quatrième conférence d'examen, qui doit se tenir à Oslo la semaine du 25 novembre.

Il convient de rappeler que toutes les activités liées à des conventions ou traités internationaux qui doivent, en vertu des arrangements juridiques respectifs, être financées par des ressources extrabudgétaires ne peuvent être entreprises par le Secrétariat qu'une fois que des fonds suffisants auront été reçus d'avance des États parties et des États non parties participant aux réunions.

En conséquence, si l'Assemblée générale décidait d'adopter le projet de résolution A/C.1/74/L.45, il n'y aurait aucune incidence financière sur le projet de budget-programme pour 2020.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Un vote enregistré a été demandé.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États

fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Yémen, Zambie

*Votent contre :*

Néant

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Cuba, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Malawi, Myanmar, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, République arabe syrienne, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam

*Par 161 voix contre zéro, avec 19 abstentions, le projet de résolution A/C.1/74/L.45 est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/74/L.46, intitulé « Application de la Convention sur les armes à sous-munitions ».

Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/74/L.46 a été déposé par le représentant de la Suisse, au nom des 17 membres du Comité de coordination (unterm) de la Convention sur les armes à sous-munitions, le 17 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document A/C.1/74/L.46.

L'état des incidences financières suivant est présenté conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Aux termes du paragraphe 8 du projet de résolution A/C.1/74/L.46, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général de convoquer la deuxième Conférence d'examen des États parties à la Convention sur les armes à sous-munitions et de continuer de fournir l'assistance voulue et d'assurer les services qui pourraient être nécessaires à l'accomplissement des tâches lui ayant été confiées en vertu de la Convention et des décisions pertinentes prises lors des réunions des États parties et de la première Conférence d'examen.

Conformément à l'article 14 de la Convention, les coûts des Assemblées des États parties, des Conférences d'examen et des Conférences d'amendement seront pris en charge par les États parties et les États non parties à la Convention participant à ces assemblées ou conférences selon le barème dûment ajusté des quotes-parts des Nations Unies. Les coûts prévisionnels liés à la tenue de la deuxième Conférence d'examen ont été établis par le Secrétariat – document CCM/MSP/2019/9 – et approuvés par les États parties à la neuvième Assemblée des États parties, qui s'est tenue en septembre.

Il convient de rappeler que toutes les activités liées à des conventions ou traités internationaux qui doivent, en vertu des arrangements juridiques respectifs, être financées par des ressources extrabudgétaires ne peuvent être entreprises par le Secrétariat qu'une fois que des fonds suffisants auront été reçus d'avance des États parties et des États non parties participant aux réunions.

En conséquence, l'adoption du projet de résolution A/C.1/74/L.46 n'aurait aucune incidence financière sur le projet de budget-programme pour 2020.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Un vote enregistré séparé a été demandé sur le quatorzième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/74/L.46.

Je vais maintenant mettre aux voix le quatorzième alinéa.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie

(État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen, Zambie

*Votent contre :*

Néant

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Arménie, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Israël, Koweït, Malawi, Oman, Ouganda, Qatar, République arabe syrienne, Viet Nam, Zimbabwe

*Par 147 voix contre zéro, avec 16 abstentions, le quatorzième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/74/L.46, pris dans son ensemble.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Canada, Chili, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, El Salvador, Équateur, Érythrée, Espagne, Eswatini, Éthiopie, Fidji, France, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Tuvalu, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Yémen, Zambie

*Votent contre :*

Fédération de Russie

*S'abstiennent :*

Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Bahreïn, Bélarus, Brésil, Chine, Chypre, Égypte, Émirats arabes unis, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, Géorgie, Grèce, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Koweït, Lettonie, Malawi, Maroc, Myanmar, Népal, Oman, Ouganda,

Ouzbékistan, Pakistan, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, Roumanie, Serbie, Tadjikistan, Turquie, Ukraine, Viet Nam, Zimbabwe

*Par 138 voix contre une, avec 39 abstentions, le projet de résolution A/C.1/74/L.46, pris dans son ensemble, est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/74/L.54, intitulé « Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination ».

Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/74/L.54 a été déposé par la Lettonie le 17 octobre. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document publié sous la cote A/C.1/74/L.54.

L'état des incidences financières suivant est présenté conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Aux paragraphes 15 et 16, respectivement, du projet de résolution A/C.1/74/L.54, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général de fournir l'assistance et les services requis pour les conférences annuelles et réunions d'experts des Hautes Parties contractantes à la Convention et des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié et au Protocole V, ainsi que pour la poursuite des travaux après ces réunions,

et prierait également le Secrétaire général, en sa qualité de dépositaire de la Convention et des Protocoles y afférents, de continuer à l'informer régulièrement, par voie électronique, des ratifications, acceptations et adhésions concernant la Convention, son article premier modifié et lesdits Protocoles.

Il convient de rappeler que toutes les activités liées à des conventions ou traités internationaux qui doivent, en vertu des arrangements juridiques respectifs, être financées par des ressources extrabudgétaires, ne peuvent être entreprises par le Secrétariat qu'une fois que des fonds suffisants auront été reçus d'avance des États parties à la Convention.

En conséquence, l'adoption du projet de résolution A/C.1/74/L.54 n'aura aucune incidence

financière au titre du projet de budget-programme pour l'exercice 2020.

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'auteur du projet de résolution a exprimé le souhait que la Commission l'adopte sans le mettre aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder ainsi.

*Le projet de résolution A/C.1/74/L.54 est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux représentants et représentantes qui ont demandé à exercer leur droit de réponse. Je rappelle à toutes les délégations que la première intervention est limitée à cinq minutes et la seconde à trois minutes.

Je donne la parole à la représentante de la Chine.

**M<sup>me</sup> Zuo Rui** (Chine) (*parle en chinois*) : Dans leurs déclarations concernant les projets de résolution sur l'espace extra-atmosphérique, les États-Unis ont attaqué les politiques de la Chine en matière spatiale et de maîtrise des armements. Une poignée d'autres pays ont remis en question l'idée de former une communauté de destin pour l'humanité dans l'espace. La délégation chinoise s'oppose fermement à un tel comportement.

En ce qui concerne nos points de vue et nos propositions sur la sécurité dans l'espace, mais aussi le projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux et la question de savoir s'il peut ou non résoudre le problème des armes antisatellites basées sur la Terre, notre délégation les a exprimés très clairement à maintes reprises au cours des débats de la Première Commission et ne les répétera pas. L'édification d'une communauté de destin pour l'humanité dans l'espace est une confirmation du lien croissant qui existe entre l'espace et l'avenir commun de l'humanité. Elle traduit également le concept d'un partage de l'espace par tous les peuples et démontre l'aspiration commune à préserver la sécurité dans l'espace. Il ne s'agit pas d'une proposition d'un État en particulier.

Il convient de souligner qu'un certain pays, par souci stratégique de domination de l'espace et au mépris des intérêts communs de l'humanité, a prévu d'introduire des systèmes d'armes dans l'espace extra-atmosphérique. Il a longtemps entravé le processus de maîtrise des armes dans l'espace. Qui manipule l'espace et le transforme en champ de bataille? Quel



pays fait passer ses intérêts nationaux avant ceux de la communauté internationale? Nous pensons que les pays peuvent tirer leurs propres conclusions. Nous espérons que ce pays prendra des mesures efficaces pour préserver l'avenir commun de l'humanité en s'attelant à la question de la sécurité spatiale et continuera sincèrement d'être acquis à la prévention de la militarisation de l'espace et d'une course aux armements dans l'espace afin d'y rétablir la paix et la stabilité.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent intervenir au titre des explications de vote ou de position après le vote.

Je donne la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

**M. Robatjazi** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais expliquer la position de ma délégation sur le projet de résolution A/C.1/74/L.25, intitulé « Traité sur le commerce des armes ». Ma délégation s'est abstenue dans le vote sur le projet de résolution relatif audit Traité pour les raisons suivantes.

Premièrement, en ce qui concerne le Traité sur le commerce des armes, les intérêts politiques et commerciaux de certains pays exportateurs d'armes sont plus prioritaires que le respect des principes fondamentaux du droit international. L'interdiction internationale de l'usage de la force par un État contre un autre État est le principe le plus fondamental du droit international contemporain. Cependant, le Traité sur le commerce des armes n'a pas défendu ce principe, et n'interdit pas les transferts d'armes vers les pays qui commettent des actes d'agression, notamment d'occupation étrangère. Il s'agit ici d'une faille notable et d'une lacune juridique grave du Traité.

Deuxièmement, le projet de résolution invite les États qui n'y sont pas parties à adhérer au Traité. Un tel appel à l'universalisation du Traité sur le commerce des armes est inacceptable parce que le Traité n'a pas été adopté par consensus, en raison de ses lacunes sur le fond et de son mépris pour les préoccupations et les intérêts de certains États ayant participé au processus de négociation. En outre, certains États parties commettent des violations majeures des dispositions du Traité en exportant vers Israël et certains pays du golfe Persique des armes d'un montant équivalant à des milliards de dollars. Ces armes servent aux occupants de la Palestine et aux agresseurs du Yémen à semer la mort et la destruction. Ce ne sont là que deux exemples des

violations perpétrées. Je tiens à souligner officiellement que notre position sur le Traité vaut pour tous les paragraphes qui y font référence dans les projets de résolution et de décision qui doivent être adoptés cette année par la Commission. C'est pourquoi ma délégation se dissocie de toutes ces références.

Ma délégation s'est également abstenue dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/74/L.30, intitulé « Transparence dans le domaine des armements ». Nous avons déclaré à plusieurs reprises que, sans transparence dans le domaine des armes de destruction massive, le mécanisme des Nations Unies déjà en place pour la transparence dans le domaine des armes classiques n'est ni équilibré ni complet, en particulier au regard de la situation dans la région instable du Moyen-Orient, où le régime israélien continue de développer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive et n'a rejoint aucun des instruments internationaux interdisant les armes de destruction massive.

Pour ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/74/L.45, intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction », les mines antipersonnel ont été utilisées de manière irresponsable pendant les guerres civiles livrées dans certaines régions du monde et ont en conséquence fait un grand nombre de victimes innocentes, en particulier parmi les femmes et les enfants. Nous nous félicitons de tous les efforts qui visent à enrayer cette tendance. Toutefois, la Convention se concentre principalement sur les préoccupations humanitaires et ne prend pas suffisamment en compte le besoin légitime, du point de vue militaire, pour de nombreux pays, surtout ceux qui ont de longues frontières terrestres, de recourir d'une manière responsable et limitée à ces mines pour protéger leurs territoires.

Du fait des difficultés que recèle la surveillance de vastes zones sensibles par des postes de garde établis de façon permanente s'agissant de servir de système d'alerte efficace, les mines antipersonnel restent malheureusement le moyen le plus efficace pour ces pays de satisfaire aux exigences minimales de sécurité de leurs frontières. Outre le fait que ces dispositifs défensifs doivent être utilisés dans le respect de règles strictes en vigueur en matière de protection des civils, il faut accentuer les efforts nationaux et internationaux pour trouver des solutions autres que les mines antipersonnel. Ma délégation n'est pas insensible aux objectifs du projet de résolution. Toutefois, compte

tenu des préoccupations et considérations qui nous sont spécifiques, nous nous sommes abstenus dans le vote sur le projet de résolution.

Ma délégation s'est abstenue dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/74/L.46, intitulé « Application de la Convention sur les armes à sous-munitions », parce que, premièrement, nous n'avons pas participé à ses négociations, n'en sommes pas signataire et n'y sommes pas partie. Deuxièmement, l'Iran ne peut appuyer un instrument qui a été négocié en dehors du système des Nations Unies, au mépris des préoccupations et intérêts de nombreux États. En règle générale, nous considérons que, par nature, les négociations liées au désarmement – qui portent sur des questions importantes, telles que les préoccupations en matière de sécurité et les intérêts des États – nécessitent une approche équilibrée et globale, un processus progressif, transparent et ouvert à tous et une prise de décision fondée sur le consensus. C'est indispensable

pour que le droit à la sécurité de chaque État soit garanti et pour qu'aucun État ou groupe d'États n'en retire des avantages par rapport à d'autres, à quelque stade que ce soit.

Comme le souligne le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (résolution S-10/2), nous sommes toujours d'accord avec de nombreuses délégations pour dire que la Convention sur les armes à sous-munitions a été négociée et adoptée dans le cadre d'un processus exclusif en dehors des mécanismes des Nations Unies pour le désarmement, faisant ainsi fi des intérêts de nombreux États. Il ne devrait pas être permis de contourner les mécanismes de désarmement des Nations Unies. Ce genre de processus ne doit pas être encouragé et encore moins promu par l'Assemblée générale.

*La séance est levée à 12 h 55.*